

## 22 300 PROJETS ENREGISTRÉS À L'AAPI

# L'investissement productif accélère

*L'Algérie confirme son retour parmi les destinations d'investissement les plus dynamiques de la région. Près de quatre ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'investissement, les chiffres publiés par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), dans le premier numéro de sa revue semestrielle Investment.DZ, mettent en évidence une accélération significative des projets d'investissement et une montée en puissance de secteurs créateurs de richesse et d'emplois.* P 3



## CLIMAT

### L'Algérie dépose sa nouvelle CDN auprès de l'ONU

L'Algérie a annoncé hier le dépôt de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) auprès du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), effectué en juin 2026, dans le cadre de ses engagements au titre de l'Accord de Paris sur le climat.

P 2

### LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE L'A SOULIGNÉ DEPUIS BLIDA

### «Notre priorité est d'améliorer l'alimentation en eau des citoyens »

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a effectué, hier, une visite de travail et d'inspection inopinée dans la wilaya de Blida afin de suivre l'état d'avancement des projets structurants du secteur et de s'assurer de la mise en œuvre des instructions données lors de sa précédente visite.

P 5

### SOUS-TRAITANCE MÉCANIQUE

### Une filière en plein essor

La filière de la sous-traitance mécanique connaît, ces dernières années, une dynamique remarquable en Algérie, portée notamment par les mesures d'accompagnement et les facilitations accordées aux porteurs de projets par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

P 3

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL (BDL)

**Mustapha Ferfera  
nommé nouveau P-dg** P 2

SONATRACH

**Une éruption de gaz maîtrisée  
à In Amenas, aucune victime à  
déplorer** P 4

MILA

**Qualification de 36  
guides touristiques** P 6

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT  
LOCAL (BDL)

Mustapha Ferfera  
nommé nouveau P-dg

La Banque de Développement Local (BDL) a annoncé une nouvelle organisation de sa gouvernance avec la désignation de nouveaux responsables à la tête de l'établissement, dans le cadre du renforcement de son pilotage stratégique. Cette décision a été prise lors de la réunion du Conseil d'administration tenue le 23 juillet 2026, selon un communiqué de la banque. Selon le communiqué, Mustapha Ferfera a été nommé Président-directeur général (PDG) de la Banque de Développement Local, tandis que Mohamed Mebarek a été désigné Directeur général adjoint. La BDL souligne que cette évolution s'inscrit dans « une démarche de consolidation de la gouvernance et de renforcement du pilotage de la Banque », afin d'assurer la mise en œuvre de ses orientations stratégiques et de soutenir sa dynamique de développement. L'établissement bancaire a également rendu hommage à Mohamed Mebarek, qui assurait jusqu'à présent les fonctions de Directeur général par intérim. La banque a salué « son engagement et sa contribution » durant cette période de transition, précisant qu'il poursuivra désormais son action au sein de la Direction générale en qualité de Directeur général adjoint. À travers cette nouvelle organisation, la BDL réaffirme sa volonté de poursuivre son développement et d'améliorer en permanence la qualité de ses prestations. Dans son communiqué, la banque réitère son engagement à accompagner durablement ses clients et ses partenaires, tout en veillant à la création de valeur pour ses actionnaires et au renforcement de sa position au sein du paysage bancaire national. Cette réorganisation intervient dans une phase importante de développement de la Banque de Développement Local, engagée dans le renforcement de sa gouvernance et la mise en œuvre de sa stratégie de croissance.

Z R.

CLIMAT

L'Algérie dépose sa nouvelle  
CDN auprès de l'ONU

L'Algérie a annoncé hier le dépôt de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) auprès du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), effectué en juin 2026, dans le cadre de ses engagements au titre de l'Accord de Paris sur le climat.

Par Selma R.

L'annonce a été faite lors d'une rencontre nationale présidée par la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Mme Kaoutar Krikou, au siège de son département ministériel. Cette rencontre était placée sous le thème : « La Contribution déterminée au niveau national... engagement et adaptation pour un environnement durable ». La rencontre a réuni un représentant du ministère des Affaires étrangères, des représentants des secteurs et organismes nationaux et onusiens, des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie, ainsi que des experts et spécialistes dans les domaines du climat et de l'environnement. Cette étape marque l'aboutissement d'un processus participatif ayant mobilisé plusieurs secteurs et institutions nationales dans le cadre d'une commission multisectorielle chargée de l'élaboration de la CDN algérienne. Selon le ministère, le document élaboré traduit la vision de l'Algérie face aux défis des changements climatiques, à travers une approche conciliant les impératifs du développe-

ment économique et social avec les engagements internationaux du pays. Lors de cette rencontre, le contenu de la Contribution déterminée au niveau national, son contexte d'élaboration ainsi que les principaux engagements qu'elle comporte ont été présentés. Dans son allocution, Mme Krikou a affirmé que le dépôt de cette contribution constitue une concrétisation de la vision stratégique du président de la République visant à renforcer l'intégration des dimensions environnementale et climatique dans le processus de développement national. Elle a également souligné que cette démarche conforte la place de l'Algérie en tant que partenaire responsable et engagé dans les efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques, en cohérence avec ses engagements internationaux et ses objectifs de développement. La ministre a précisé que la CDN représente une feuille de route nationale destinée à renforcer l'action climatique durant les prochaines années, notamment à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le renforcement de la capacité d'adaptation des écosystèmes aux

effets du changement climatique. Cette feuille de route accorde une importance particulière à plusieurs domaines prioritaires, dont la sécurité hydrique, l'économie circulaire, la protection des forêts et la préservation de la biodiversité, dans une perspective de développement durable. Dans ce document, l'Algérie a fixé un objectif de 15 gigawatts (GW) de capacités en énergies renouvelables à l'horizon 2035. À ce jour, 3,2 GW sont déjà engagés grâce aux ressources nationales, à travers les 21 centrales solaires actuellement en cours de réalisation. Les 11,8 GW restants demeurent toutefois conditionnés à la mobilisation d'un financement international estimé à 9,84 milliards de dollars. Plus largement, la nouvelle contribution chiffre pour la première fois les besoins de financement climatique de l'Algérie à 24 milliards de dollars. Cette estimation constitue une étape importante puisqu'elle ouvre la voie à des discussions avec les banques multilatérales de développement, les fonds internationaux dédiés au climat et les investisseurs institutionnels spécialisés dans la finance verte.

COOPÉRATION SANITAIRE

L'Algérie, la Chine et l'UNICEF réaffirment leur engagement

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu, au siège du ministère, l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Dong Guangli et la représentante adjointe du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en Algérie, Eva Millas, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. La rencontre qui a eu lieu, dimanche, en présence de cadres de l'administration centrale, s'inscrit dans le cadre du "renforcement de la coopération tripartite entre le ministère de la Santé, la République populaire de Chine et l'UNICEF, en vue de soutenir les efforts de développement du système national de santé, en adéquation avec les priorités de la stratégie de santé en Algérie", souligne le communiqué. A l'entame de la rencontre, l'ambassadeur chinois et la représentante adjointe de l'UNICEF ont présenté "leurs sincères condoléances et exprimé leur compassion suite au tragique accident de la route survenu dans la wilaya de Boumerdès", exprimant "leur solidarité avec le Gouvernement et le peuple algériens et souhaitant un prompt rétablissement aux blessés".

A cette occasion, M. Ait Messaoudene s'est félicité des "relations historiques solides unissant l'Algérie et la République populaire de Chine", affirmant que cette coopération "constitue un modèle réussi dans le domaine de la santé, notamment à travers les missions médicales et scientifiques chinoises qui ont contribué, des décennies durant, à soutenir le système national de santé, en plus des programmes de formation et d'échange d'expertises". Le ministre a également salué "le rôle de l'UNICEF, en tant que partenaire clé de l'Algérie, à travers son accompagnement des programmes nationaux, visant à renforcer la santé de la mère et de l'enfant et à soutenir la prévention". De son côté, l'ambassadeur chinois a passé en revue "les volets de coopération établis entre les deux pays", affirmant que la 29e mission médicale chinoise a entamé son travail en Algérie et qu'elle contribuera au soutien des équipes médicales algériennes dans nombre de wilayas, "concrétisant ainsi la profondeur des relations d'amitié, de solidarité et de partenariat stratégique entre les deux pays". De son côté, Mme Millas a mis en avant

"l'engagement de l'organisation à continuer d'accompagner l'Algérie dans la mise en œuvre de ses priorités sanitaires", soulignant "sa disposition à mobiliser son expertise et son soutien technique, notamment dans les domaines de la numérisation et de la modernisation du système de santé, ainsi que le renforcement de la santé mère et enfant, contribuant ainsi à l'amélioration de l'efficacité du système algérien". Lors de cette rencontre, M. Ait Messaoudene a passé en revue les priorités de la stratégie nationale de santé, appelant à "orienter la coopération vers les domaines prioritaires, notamment la santé mère et enfant, la couverture sanitaire de proximité, la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles, au premier rang desquelles figurent le diabète et l'hypertension artérielle, ainsi que le développement des services de santé scolaire, outre le renforcement de la gynécologie-obstétrique, la numérisation du secteur de la santé, le développement des systèmes numériques et l'appui à la maintenance des équipements et matériels médicaux afin de garantir la continuité et la qualité

des services de santé". La rencontre a également constitué une occasion pour échanger les vues sur "les perspectives de la coopération future", où les parties ont convenu d'"établir un partenariat stratégique durable, fondé sur la définition de priorités communes et la mise en place de mécanismes techniques pour le suivi de la mise en œuvre des programmes et projets ainsi que l'évaluation périodique de leurs résultats, garantissant ainsi un impact concret qui se reflète positivement sur la santé des citoyens et la qualité des prestations sanitaires". Les parties ont réitéré, en outre, "leur engagement à renforcer la coopération tripartite, à intensifier la coordination et l'action commune au service des objectifs de développement sanitaire, et à consacrer les relations d'amitié et de confiance qui lient l'Algérie à la République populaire de Chine et à l'UNICEF, en vue de réaliser des résultats concrets et durables au profit du citoyen et de contribuer à la promotion du système national de santé", conclut le communiqué.

R E/APS

Quotidien economique

Les Enjeux  
Eco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

22 300 PROJETS ENREGISTRÉS À L’AAPI

# L’investissement productif accélère

L'Algérie confirme son retour parmi les destinations d'investissement les plus dynamiques de la région. Près de quatre ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'investissement, les chiffres publiés par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), dans le premier numéro de sa revue semestrielle *Investment.DZ*, mettent en évidence une accélération significative des projets d'investissement et une montée en puissance de secteurs créateurs de richesse et d'emplois.

Par Reda Hadi

Au 31 mai 2026, plus de 22 300 projets ont été enregistrés auprès des guichets uniques de l'AAPI, représentant un volume d'investissement supérieur à 9 340 milliards de dinars, soit près de 70 milliards de dollars, avec un potentiel de création de plus de 556 000 emplois directs. Des chiffres qui illustrent non seulement l'amélioration du climat des affaires, mais également la confiance retrouvée des investisseurs dans les réformes économiques engagées par les pouvoirs publics. Cette dynamique dépasse désormais le simple enregistrement administratif de projets. Elle traduit une véritable mutation de l'économie nationale, orientée vers le développement d'une base productive diversifiée, capable de réduire la dépendance aux hydrocarbures, de soutenir l'industrialisation et de renforcer la compétitivité du pays. L'année 2025 marque un tournant. Le nombre de projets enregistrés est passé de 6 254 en 2024 à 8 241 en 2025, soit une hausse de près de 32 %. Dans le même temps, le montant des investissements déclarés a progressé de 73,1 %, atteignant 3 822 milliards de dinars, contre 2 208 milliards une année auparavant. Cette croissance est également visible sur le marché de l'emploi. Les projets enregistrés en 2025 devraient générer près de 203 000

postes de travail, contre 155 000 en 2024, confirmant le rôle moteur de l'investissement dans la lutte contre le chômage et le renforcement du tissu économique national. Au-delà du volume, la qualité des investissements constitue l'un des principaux enseignements de ce bilan. L'AAPI recense 37 projets structurants, 199 grands projets et 351 projets à participation étrangère, dont 144 investissements directs étrangers (IDE). Ces opérations concernent essentiellement des secteurs stratégiques susceptibles d'accroître la valeur ajoutée nationale et d'intégrer davantage l'économie algérienne dans les chaînes de production régionales et internationales. L'analyse sectorielle confirme que la stratégie de réindustrialisation commence à produire ses effets. Le secteur industriel concentre 7 630 projets, pour un montant dépassant 5 186 milliards de dinars, avec plus de 317 000 emplois attendus. L'industrie manufacturière domine largement cette dynamique avec 7 194 projets, illustrant l'intérêt croissant des investisseurs pour les activités de transformation, considérées comme un levier essentiel de diversification économique. L'agriculture poursuit également sa progression avec 1 482 projets, représentant près de 648 milliards de dinars d'investissements et plus de 27 000 emplois prévus. Cette évolution s'inscrit dans la stratégie na-

tionale visant à renforcer la sécurité alimentaire et à valoriser les ressources agricoles nationales. Parallèlement, les secteurs de la construction, du transport et de la logistique enregistrent une forte activité. Ils totalisent plus de 11 600 projets, traduisant l'effort engagé pour moderniser les infrastructures économiques indispensables au développement industriel. L'AAPI souligne également que l'évaluation des investissements ne se limite plus aux déclarations initiales. Grâce au dispositif de suivi instauré par le décret exécutif de septembre 2022, les investisseurs sont désormais tenus de déclarer annuellement l'état d'avancement de leurs projets. Au 31 mai 2026, des déclarations ont été déposées pour 12 758 projets. Parmi eux, 1 576 sont déjà entrés en exploitation, soit plus de 12 % du total suivi, tandis que 6 751 projets sont en cours de réalisation. Seuls 34,7 % n'ont pas encore démarré leurs travaux, ce qui témoigne d'un rythme de concrétisation en constante progression. L'attractivité retrouvée de l'Algérie se reflète également dans la progression des investissements étrangers. Depuis 2022, 351 projets à participation étrangère ont été enregistrés, représentant 10,6 milliards de dollars d'investissements et plus de 47 000 emplois attendus.

## SOUS-TRAITANCE MÉCANIQUE

### Une filière en plein essor

La filière de la sous-traitance mécanique connaît, ces dernières années, une dynamique remarquable en Algérie, portée notamment par les mesures d'accompagnement et les facilitations accordées aux porteurs de projets par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Cette filière émergente, qui a vu le lancement de nombreux projets à travers différentes régions du pays, bénéficie des avantages offerts par le nouveau dispositif d'investissement, permettant ainsi à plusieurs projets d'entrer en phase d'exploitation effective. Parmi ces projets figure celui de l'entreprise IDENET, spécialisée dans la conception et la fabrication de faisceaux électriques, de câbles et de cartes électroniques destinés aux secteurs de l'automobile et de l'électroménager, notamment à l'usine Stellantis d'Oran, qui fabrique les véhicules de la marque Fiat. En l'espace d'une année, IDENET a connu une croissance spectaculaire, passant du statut de startup employant une vingtaine de personnes à celui d'entreprise industrielle comptant aujourd'hui 375 employés, dont 122 ingénieurs, avec une forte composition féminine. Depuis le lancement de son usine, il y a plus d'un an, à Ain Témouchent, grâce à un investissement dépassant 360 millions de dinars, l'entreprise a diversifié ses activités en développant la production de cartes électroniques imprimées (PCB) destinées au secteur automobile. Les unités de production de l'entreprise disposent actuellement d'une capacité annuelle de 10 millions de faisceaux élec-

triques et de 3 millions de cartes électroniques. Elle compte également lancer deux nouveaux projets d'extension afin de porter respectivement ces capacités à 12 millions de faisceaux électriques et à 6 millions de cartes électroniques par an. La montée en puissance de ces nouvelles unités permettra de porter les effectifs à 800 employés dès le mois de septembre, a indiqué à l'APS son gérant, Ali Maameri. Selon le même responsable, IDENET constitue aujourd'hui un "modèle de réussite", figurant parmi les rares sous-traitants automobiles africains de premier rang "Tier 1", c'est-à-dire des fournisseurs directs des constructeurs automobiles. Titulaire de plusieurs certifications internationales, notamment ISO 9001, ISO 14001, ISO 44001, ISO 26001, ainsi que des labels EcoVadis et CyberVadis, l'entreprise a également obtenu la certification IATF, référence mondiale en matière de management de la qualité dans l'industrie automobile. Concernant l'accompagnement assuré par l'AAPI, M. Maameri a affirmé que son entreprise avait bénéficié d'un soutien "qualitatif qui traduit concrètement l'esprit des réformes engagées dans le domaine de l'investissement", notamment à travers le guichet unique et la plateforme numérique. L'entreprise ambitionne désormais d'accéder aux marchés internationaux à travers des contrats d'exportation vers des filiales européennes de Stellantis ainsi que vers différents marchés africains, a également fait savoir M. Maameri, assurant que l'objectif ultime reste la conception d'un véhicule 100 % algérien.

#### Le soutien et l'accompagnement de l'AAPI soulignés

De son côté, l'entreprise MHLB Industrie, implantée à Ain M'hila (wilaya d'Oum El Bouaghi), constitue un autre exemple de réussite. Passée du statut d'importateur de pièces de rechange à celui de fabricant local de moteurs industriels, cette entreprise emploie actuellement 53 travailleurs et produit jusqu'à 200 moteurs par jour, destinés à des véhicules des marques DFM, Chery, Chevrolet et Hafei, a indiqué son gérant associé, Houssam El Ouair, mettant en avant les avantages et l'accompagnement offerts par l'AAPI. M. El Ouair a salué le rôle de l'AAPI dans le soutien aux porteurs de projets, précisant que son entreprise avait obtenu l'autorisation d'exploitation moins de six mois après le dépôt de son dossier. Forte de son expérience, MHLB ambitionne désormais de porter à 65 % le taux d'intégration locale de ses moteurs automobiles. Elle a également introduit une demande d'extension et d'attribution d'une nouvelle assiette foncière via la plateforme numérique de l'AAPI afin de lancer la fabrication locale de plusieurs composants de moteurs, tels que les culasses, les couvre-culasses et diverses pièces en aluminium moulé. MHLB envisage également de concevoir et de breveter son propre moteur, dans le cadre d'un partenariat avec un centre universitaire de recherche.

R E.

### SUBSTITUTION DES IMPORTATIONS L’AAPI identifie 36,87 milliards de dollars d’opportunités

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) mise sur l'investissement productif pour accélérer la transformation du tissu économique national. Dans une étude analytique consacrée aux importations de l'Algérie, l'Agence a estimé que près de 95 % de la valeur des importations analysées pourraient être remplacées par une production locale, ouvrant la voie à une réduction significative de la facture d'importation, au renforcement de l'industrie nationale et à la diversification des exportations hors hydrocarbures. Dans sa revue semestrielle "Investment.DZ", l'AAPI a présenté les résultats d'une étude approfondie consacrée à l'analyse des importations annuelles de l'Algérie. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie nationale visant à orienter les investissements vers les secteurs à forte valeur ajoutée et à identifier les filières capables de réduire la dépendance du pays aux marchés extérieurs. Pour élaborer cette cartographie, l'Agence s'est appuyée sur une analyse de l'évolution des importations durant la période 2014-2024. Plusieurs critères ont été retenus, notamment le volume annuel des importations, le poids de chaque position tarifaire dans les achats extérieurs, la durée des importations, mais aussi les coûts de production, la disponibilité des matières premières, les capacités technologiques et les compétences nationales. Les résultats de cette première phase révèlent un potentiel particulièrement important. Sur une valeur moyenne annuelle des importations analysées estimée à 38,86 milliards de dollars, près de 95 % pourraient être substitués par une production nationale, soit l'équivalent de 36,87 milliards de dollars. L'étude identifie ainsi 673 positions tarifaires, réparties sur 11 secteurs d'activité et 144 filières, présentant un potentiel de substitution. Ces positions couvrent un large éventail de produits, allant des équipements industriels et agricoles aux matières premières, en passant par les biens de consommation alimentaires et non alimentaires. Parallèlement, l'AAPI a recensé 535 positions tarifaires présentant un potentiel d'exportation, ouvrant ainsi des perspectives de diversification des ventes algériennes à l'international et de réduction de la dépendance aux hydrocarbures. Plusieurs secteurs considérés comme prioritaires pour porter cette stratégie. Il s'agit notamment des industries sidérurgiques, de la mécanique et de l'électrique, des industries chimiques, du caoutchouc et du plastique, de l'agroalimentaire, de l'industrie du bois, du papier et du liège, du textile ainsi que des matériaux de construction, de la céramique et du verre. Selon l'Agence, ces filières offrent les meilleures perspectives pour développer un tissu industriel intégré, fondé sur la création de valeur ajoutée et une meilleure insertion dans les chaînes de valeur régionales et internationales. L'étude a souligné également que cette stratégie est déjà en cours de concrétisation à travers les investissements enregistrés par l'AAPI. Ainsi, parmi les 19 054 projets d'investissement enregistrés jusqu'à la fin de l'année 2025, 7 656 projets, soit plus de 40 % du total, sont susceptibles de contribuer directement à la substitution des importations par une production nationale. Ces investissements représentent une valeur de 27,4 milliards de dollars et devraient permettre la création de plus de 270 000 emplois directs, illustrant leur impact économique et social.

Synthèse Z R.

PARKING DE LA PROMENADE DES SABLETTES

Mise en service de bornes automatiques

Des bornes automatiques de paiement ont été mises en service au niveau du parking de la Promenade des Sablettes (Alger), en vue de faciliter l'accès et la sortie des véhicules, a indiqué dimanche l'Office des parcs des sports et loisirs de la wilaya d'Alger (OPLA) dans un communiqué. "Dans le cadre de l'amélioration des services publics et de la mise en place de mécanismes numériques rapides et plus performants, l'Office des parcs des sports et loisirs de la wilaya d'Alger a lancé un dispositif de bornes automatiques de paiement au niveau du parking de la Promenade des Sablettes", précise le communiqué. Ce nouveau dispositif de bornes automatiques permettra de faciliter l'accès et la sortie des véhicules sans intervention humaine, souligne la même source.

ACCIDENT DE LA CIRCULATION À TIMIMOUN  
Le ministre de la Santé au chevet des blessés

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, s'est rendu, aux premières heures de lundi, à Timimoun, afin de s'enquérir de l'état de santé des blessés de l'accident de la circulation survenu dans cette wilaya, indique un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre du "suivi de l'état des blessés, afin de s'assurer des conditions de leur prise en charge médicale et d'affirmer la mobilisation totale de l'Etat pour garantir les soins nécessaires et prendre toutes les dispositions pour une prise en charge optimale", précise la même source. A son arrivée à l'aéroport de Timimoun, le ministre a été accueilli par le wali Souna Benamar, en présence des autorités locales, sécuritaires et militaires, ajoute le communiqué.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre supervise un atelier sur la plateforme numérique d’importation de services

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a supervisé, dimanche à Alger, un atelier consacré à la présentation et à l'explication des modalités d'utilisation de la nouvelle plateforme numérique dédiée à la gestion et au suivi des opérations d'importation de services, dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à numériser les procédures administratives et à renforcer la transparence dans le domaine du commerce extérieur, indique un communiqué du ministère. L'atelier a réuni des représentants de plusieurs entreprises nationales opérant dans le secteur des services, de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), des banques, des compagnies d'assurances, des opérateurs du transport aérien et maritime, ainsi que différents interve-

nants concernés par les opérations d'importation de services. Au cours de la rencontre, des explications techniques ont été fournies sur les modalités d'accès à la plateforme numérique et l'utilisation de ses différentes fonctionnalités, notamment le dépôt et le suivi des dossiers, l'échange d'informations et de données, ainsi que le suivi des différentes étapes du traitement des demandes. A cette occasion, le ministre a indiqué que le lancement de cette plateforme incarne la vision des hautes autorités du pays visant à bâtir une administration moderne fondée sur la numérisation, à même de contribuer à l'amélioration de la gouvernance du commerce extérieur et au renforcement de la transparence et de l'efficacité dans la gestion des opérations d'importation de services.

APS

SONATRACH

Une éruption de gaz maîtrisée à In Amenas, aucune victime à déplorer

Une éruption de gaz sans feu s'est déclarée dimanche au niveau du puits TG 16 du champ gazier de Tiguentourine, relevant de la Division Production In Amenas du groupe Sonatrach, lors d'une opération de maintenance du puits, a indiqué hier Sonatrach dans un communiqué. L'incident est survenu le 2 août 2026 vers 15h00, pendant une opération de workover (maintenance du puits). Aucun décès ni blessé n'a été enregistré à la suite de cet incident, précise la même source.

Dès la survenue de l'éruption, un périmètre de sécurité a été mis en place autour de la zone concernée et le Plan d'Aide Mutuelle (PAM) a été déclenché par le Poste de Commandement Tactique (PCT) du pôle In Amenas, permettant la mobilisation coordonnée des moyens du groupe Sonatrach pour faire face à la situation. Selon le communiqué, le gaz s'est enflammé vers 18h20. Les équipes d'intervention demeurent mobilisées afin d'assurer la maîtrise de l'incident, avec le déploiement de moyens humains et maté-

riels spécialisés. Des experts dans le domaine du contrôle des puits ont également été dépêchés sur place pour apporter leur appui aux équipes opérationnelles et contribuer au traitement de la situation dans les meilleures conditions de sécurité. Le groupe Sonatrach assure un suivi permanent de l'évolution des opérations et maintient toutes les dispositions nécessaires pour sécuriser le site et préserver l'intégrité des installations.

S R.

AFFILIATION VOLONTAIRE DES MEMBRES DE LA DIASPORA AU SYSTÈME DE RETRAITE

Journée de sensibilisation au port d’Alger

La Caisse nationale des retraites (CNR) a organisé, dimanche au port d'Alger, une Journée de sensibilisation sur l'affiliation volontaire au système de retraite, au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger. Dans une déclaration à cette occasion, le Directeur général de la CNR, M. Hafid Adrar, a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation sur l'affiliation volontaire au système de sécurité sociale, organisée jusqu'au 20 août au profit des membres de la diaspora en vacances en Algérie. L'organisation de cette action de sensibilisation intervient en application des orientations des autorités publiques visant à rapprocher les services des membres de la diaspora et à les informer des différents droits et avantages offerts par le régime de retraite, leur permettant ainsi de bénéficier d'une pension de retraite, conformément à la législation en vigueur, ainsi que de la couverture sociale au titre de l'assurance maladie et maternité et de la carte Chifa, a-t-il précisé. Elle reflète aussi "l'intérêt accordé par les hautes autorités du pays à la mise en place d'une protection sociale digne des Algériens établis à l'étranger, traduisant ainsi clairement l'attention que porte l'Etat algérien à ses ressortissants où qu'ils se trou-

vent", a-t-il ajouté. Dans le même sillage, le Directeur général de la CNR a fait savoir que "plus de 1.200 affiliés inscrits sur la plateforme numérique dédiée à cet effet +teledeclaration.cnas.dz+ ont d'ores et déjà entamé le paiement de leurs cotisations", précisant que les cotisations au titre de l'affiliation volontaire sont versées chaque trimestre : en janvier, en avril, en juillet et en octobre. Plusieurs membres de la communauté na-

tionale, arrivés en Algérie à bord du navire "Tariq Ibn Ziyad", qui a accosté aujourd'hui au port d'Alger, ont salué cette initiative. Ils ont ainsi pu prendre connaissance des modalités de paiement des cotisations par carte bancaire internationale et des principaux services numériques proposés par la CNR, leur permettant d'effectuer leurs démarches à distance, en toute simplicité et en toute sécurité.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 جويلية 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

| Produits                   |                        | Prix du détail <sup>1</sup> |                 |                 | أسعار التجزئة <sup>2</sup> |                             |
|----------------------------|------------------------|-----------------------------|-----------------|-----------------|----------------------------|-----------------------------|
|                            |                        | DA / Kg                     |                 |                 | دج / كغ                    |                             |
|                            |                        | معدل<br>Moyenne             | أعلى<br>Maximum | أدنى<br>Minimum | المنتجات                   |                             |
| Légumes frais              | Pomme de terre         | 92                          | 103             | 81              | البطاطا                    | خضر طازجة                   |
|                            | Tomate                 | 79                          | 94              | 64              | الطماطم                    |                             |
|                            | Oignon sec             | 77                          | 85              | 68              | البصل الجاف                |                             |
|                            | Ail sec                | 645                         | 745             | 544             | الثوم الجاف                |                             |
|                            | Carotte                | 92                          | 103             | 80              | الجزر                      |                             |
|                            | Navet                  | 204                         | 228             | 180             | اللفت                      |                             |
|                            | Poivron                | 121                         | 136             | 107             | الفلفل الاخضر              |                             |
|                            | Piment                 | 136                         | 154             | 118             | الفلفل الحار               |                             |
|                            | Courgette              | 86                          | 101             | 71              | الكوسة                     |                             |
|                            | Haricot vert           | 207                         | 231             | 184             | الفاصولياء الخضراء         |                             |
| Fruits frais               | Laitue                 | 126                         | 140             | 112             | الخس                       | فواكه طازجة                 |
|                            | Pomme locale           | 522                         | 657             | 388             | التفاح المحلي              |                             |
|                            | Datte                  | 508                         | 639             | 376             | التمر                      |                             |
|                            | Banane                 | 617                         | 645             | 589             | الموز                      |                             |
|                            | Melon                  | 99                          | 115             | 84              | البطيخ الاصفر              |                             |
| Produits d'origine animale | Pastèque               | 58                          | 70              | 46              | البطيخ الاحمر              | المنتجات ذات الأصل الحيواني |
|                            | V viande bovine locale | 2010                        | 2153            | 1868            | لحم البقر المحلي           |                             |
|                            | Poulet de chair        | 330                         | 343             | 316             | الدجاج                     |                             |
|                            | Œufs (Unité)           | 17                          | 18              | 15              | البيض (وحدة)               |                             |
|                            | Lait de vache (Litre)  | 97                          | 103             | 92              | حليب البقر (لتر)           |                             |
|                            |                        |                             |                 |                 |                            |                             |

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur         | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per  | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|------------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES          | ALL  | 345,00    | 345,00  | 0,00  | 0,02            | -7,85          | 6,09 | 10,14      | 11156           | 3 848 820,00        |
| BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL | BDL  | 1 400,00  | 1400,00 | 0,00  | -0,41           | -0,25          | 7,56 | 7,64       | 9832            | 13 764 800,00       |
| BIOPHARM                     | BIO  | 2 512,00  | NC      | 0,00  | 0,05            | 1,05           | 6,68 | 6,37       | 0               | 0,00                |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE   | CPA  | 2 115,00  | 2109,00 | -0,28 | -6,37           | -5,13          | 8,74 | 8,30       | 2006            | 4 230 654,00        |
| EGH El Aurassi               | AUR  | 360,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -2,84          | 4,55 | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                       | SAI  | 448,00    | NC      | 0,00  | 0,04            | 6,94           | 4,22 | 4,71       | 0               | 0,00                |

LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE L'A SOULIGNÉ DEPUIS BLIDA

# «Notre priorité est d'améliorer l'alimentation en eau des citoyens»

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a effectué, hier, une visite de travail et d'inspection inopinée dans la wilaya de Blida afin de suivre l'état d'avancement des projets structurants du secteur et de s'assurer de la mise en œuvre des instructions données lors de sa précédente visite.

## Synthèse Z R.

Cette tournée de terrain, effectuée en compagnie du wali de Blida, Djamel Eddine Hahsas, a été marquée par une série d'instructions fermes visant à accélérer la mise en service des infrastructures destinées à améliorer durablement l'alimentation en eau potable des citoyens. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi des projets stratégiques d'alimentation en eau potable à partir du système de transfert des eaux dessalées de Fouka II, appelé à renforcer l'approvisionnement de plusieurs communes de l'est de la wilaya de Blida. Dans une déclaration à la presse, le ministre a indiqué que cette visite inopinée avait pour objectif de vérifier sur le terrain l'application des orientations données lors de son précédent déplacement effectué à la fin du mois de mai. « Notre objectif est que les citoyens bénéficient effectivement de ces projets durant la saison estivale », a-t-il affirmé, estimant que les chantiers ont enregistré « une évolution positive » et « des avancées importantes ». Première étape de la visite, la commune de Chebli, où le ministre a inspecté la station de pompage SP1, intégrée au système de transfert des eaux dessalées de Fouka II, d'une capacité de 83 000 m<sup>3</sup> par jour. À cette occasion, Lounès Bouzegza a donné des instructions pour mettre la station en exploitation à sa pleine capacité dans les meilleurs délais afin de renforcer l'alimentation en eau potable, notamment dans les communes de Bougara, Meftah et de l'est de la wilaya de Blida. Le ministre a appelé à accélérer l'installation des nouvelles pompes afin d'assurer la stabilité de l'alimentation en eau potable.

Le ministre s'est également arrêté au projet d'alimentation en eau potable d'El Affroun, où il a constaté un avancement jugé satisfaisant. Il a expliqué que le projet avait subi un retard en raison de l'arrivée tardive des principaux équipements, restés immobilisés au niveau du port. « Les équipements essentiels sont désormais disponibles et les essais techniques débiteront dès la semaine prochaine », a-t-il annoncé, précisant que la mise en service interviendra dans un délai maximal d'une semaine. Cette installation permettra d'injecter 8 600 m<sup>3</sup> d'eau supplémentaires par jour, contribuant ainsi à améliorer progressivement la fréquence de distribution dans la région.

## Des infrastructures stratégiques pour l'est de Blida

La délégation ministérielle s'est ensuite rendue à Bouinan pour inspecter le fonctionnement du réservoir stratégique de Sidi Serhane, d'une capacité de 30 000 m<sup>3</sup>. Cette infrastructure assure l'alimentation en eau potable des communes de Bouinan, Meftah, Djebabra, Ouled Slama, Bougara et El Affroun. Lors de cette visite, le ministre a ordonné une intervention immédiate pour réparer les fuites enregistrées sur les réseaux de distribution, en mobilisant tous les moyens humains et matériels nécessaires afin d'améliorer le rendement des réseaux et de limiter les pertes d'eau. Dans sa déclaration, Lounès Bouzegza a reconnu que plusieurs communes de l'est de Blida avaient longtemps souffert de perturbations dans la distribution de l'eau potable, indiquant que les premières évaluations montrent une amélioration, même si certaines zones sont encore alimentées à raison d'un jour sur

trois. «Notre ambition est d'assurer une distribution quotidienne ou, au minimum, un jour sur deux», a-t-il souligné, ajoutant avoir accordé un délai d'une semaine à l'Algérienne des eaux (ADE) et aux entreprises chargées des travaux pour finaliser les dernières opérations et exploiter pleinement les ouvrages réalisés. La visite s'est achevée dans la commune de Meftah, où le ministre a inspecté la station de pompage SP3, d'une capacité de 15 000 m<sup>3</sup> par jour, ainsi qu'un réservoir de 5 000 m<sup>3</sup> destinés à alimenter les nouveaux pôles urbains de Houch Errih, Es Safsaf et la commune de Djebabra. À cette occasion, Lounès Bouzegza a échangé directement avec les citoyens afin de recueillir leurs préoccupations concernant la distribution de l'eau potable. Il a ensuite instruit les entreprises de réalisation ainsi que les responsables de l'Algérienne des eaux d'améliorer la qualité du service public et de renforcer l'approvisionnement des quartiers concernés. Le ministre a insisté sur la nécessité de respecter les engagements pris et a affirmé qu'«aucun retard ni aucun manquement ne seront tolérés » dans l'exécution des projets. Il a également annoncé qu'il effectuera une nouvelle visite de terrain dans une dizaine de jours afin de vérifier directement auprès des citoyens les améliorations enregistrées. «Notre objectif reste le même : garantir aux citoyens un approvisionnement régulier, suffisant et durable en eau potable », a conclu le ministre, soulignant que les efforts se poursuivront jusqu'à l'amélioration complète du service public de l'eau dans l'ensemble des communes concernées.

## SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE DESSALEMENT DE L'EAU

### L'usine de Cap Djenet 2 atteint 100 millions de m<sup>3</sup> d'eau dessalée depuis sa mise en service

La Société algérienne de dessalement de l'eau (SADE), filiale du groupe Sonatrach, a annoncé que l'usine de dessalement d'eau de mer de Cap Djenet 2 a franchi, le 1er août 2026, le seuil de 100 millions de mètres cubes d'eau dessalée produits depuis son entrée en exploitation. Dans un communiqué publié ce lundi, l'entreprise a souligné que cette performance reflète les efforts constants des cadres et des travailleurs de l'installation, ainsi que leur engagement à assurer la continuité du service public et à contribuer au renforcement de la sécurité hydrique du pays, dans le respect des normes les plus élevées en matière de qualité et de fiabilité. La SADE a réaffirmé sa détermination à poursuivre sa mission avec responsabilité, au service des citoyens et en appui à la politique nationale visant à garantir des ressources en eau durables. Classée parmi les infrastructures stratégiques, l'usine de dessalement de Cap Djenet 2, située dans la wilaya de Boumerdès, est entrée en octobre dernier dans sa phase de production à pleine capacité, soit 300 000 mètres cubes d'eau dessalée par jour (300 millions de litres), après l'achèvement des essais techniques et des contrôles de qualité. L'installation avait été inaugurée officiellement par le président algérien Abdelmadjid Tebboune en mars 2025. Le groupe Sonatrach a assuré la réalisation de ce projet dans son intégralité, depuis les études d'ingénierie jusqu'à sa mise en exploitation. Le groupe met ainsi en avant son savoir-faire dans la conduite de projets d'envergure répondant aux standards internationaux, tout en réaffirmant son engagement dans la mise en œuvre du programme national complémentaire destiné à renforcer la sécurité hydrique et à faire face aux défis liés à la raréfaction des ressources en eau.

R E.

## LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

### Mise en place de cinq postes de surveillance à Mostaganem

Cinq postes de surveillance ont été installés au niveau des massifs forestiers de la wilaya de Mostaganem, afin de prévenir les incendies et d'assurer une intervention rapide en cas de départ de feu, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya. Selon la même source, cette nouvelle mesure s'inscrit dans le cadre du plan opérationnel de prévention élaboré par la Protection civile, en prévision de tout incident pouvant affecter les

espaces forestiers de l'ensemble du territoire de la wilaya. A ce titre, un premier poste de surveillance et de prévention a été installé dans la forêt de Daddas, située dans la commune de Khadra (daïra d'Achâacha). Un deuxième poste a été implanté dans la forêt de Chouachi, chevauchant les communes de Hadjadj et Sidi Ali (daïra de Sidi Ali). Un troisième poste a été établi dans la forêt de Bourahma, qui s'étend le long du littoral des communes de Benabdelmalek Ramdane,

Hadjadj et Sidi Lakhdar (daïra de Sidi Lakhdar), dans la partie Est de la wilaya. Ces postes viennent s'ajouter à ceux déjà en place dans la forêt d'El-Agboub, située dans la commune de Safsaf (daïra de Bouguirat), ainsi qu'à la forêt des Dunes, dans la commune de Stidia (daïra de Hassi Mamèche), au Sud-ouest de la wilaya, a précisé la même source. Par ailleurs, la Protection civile a indiqué que la colonne mobile de wilaya d'Ouled Bouziane (commune de Sidi Lakhdar) demeure

en état d'alerte permanente, afin d'intervenir en renfort des unités engagées sur le terrain en cas d'incendie. En outre, la wilaya bénéficie de l'appui de la base principale d'intervention aérienne implantée à l'aéroport de Sayada, équipée de six avions spécialisés dans la lutte contre les incendies. Ces appareils sont destinés à intervenir dans les zones accidentées rendant difficile l'accès des véhicules et des engins de la Protection civile.

APS

BLIDA

Remplacement de 10 transformateurs électriques

La société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Blida a procédé au remplacement de 10 transformateurs électriques par de nouveaux équipements afin de renforcer l'alimentation en électricité face à la hausse de la consommation durant la saison estivale, à-on informé dimanche auprès de cette entreprise publique. Ces nouveaux transformateurs ont été installés dans plusieurs communes, notamment Chiffa, Blida, Bouinan, Boufarik et Meftah, dans le cadre d'un programme visant à augmenter la capacité du réseau, à améliorer la qualité et la stabilité de l'alimentation électrique, en particulier pendant les périodes de pointe, et à moderniser les infrastructures afin de réduire les pannes et d'améliorer le service public. Cette opération s'ajoute aux investissements réalisés depuis le début de l'année, comprenant la mise en service de 17 nouveaux transformateurs et la réalisation de 66 km de réseaux électriques de moyenne et basse tension, financés par l'Etat. Dans le cadre des mesures préventives pour limiter les coupures pendant la saison estivale, l'entreprise a également assuré l'entretien de 345 km de réseaux moyenne et basse tension, de 751 transformateurs électriques et de 40 départs électriques.

R E.

TÉBESSA

Distribution de plus de 230 logements publics locatifs

Les clés de 237 logements publics locatifs (LPL) ont été récemment remises à leurs attributaires dans le nombre de communes de la wilaya de Tébessa, a indiqué dimanche l'ad-joint du directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Nabil Bouterfa. Le même responsable a précisé à l'APS, en marge de l'opération de remise des clés de 20 logements LPL dans la commune de Bekkaria, que ce quota de logements a été distribué à ceux y ouvrant droit progressivement depuis le début du mois de juillet passé. Ce quota est constitué de 40 logements dans la commune d'El Aouinet, 65 logements à Bir Mokadam, 32 à Boulhaf Dir, 20 à Ain Zarga, 20 à El Ma Labiodh et 20 à Bir Dheb, a rap-pelé la même source.

Agence

ORAN

Des initiatives pour faire connaître le tilapia rouge et promouvoir sa consommation

La Chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture d'Oran a lancé une série d'activités de sensibilisation et de promotion visant à faire connaître le tilapia rouge et à encourager sa consommation, à travers sa participation à diverses manifestations estivales, a indiqué son directeur, Abdelbasset Hamri.

Hamri a précisé que, depuis le début de la saison estivale, la Chambre a organisé plusieurs espaces de dégustation et de présentation du tilapia rouge, ainsi que de ses qualités nutritionnelles. A cette occasion, des chefs professionnels ont préparé une variété de plats, afin de mettre en valeur les nombreuses possibilités qu'offre ce poisson dans la réalisation de recettes locales et internationales. Il a ajouté que la plus récente de ces initiatives a consisté en la participation de la Chambre au Festival de la dégustation, dont les activités se sont achevées samedi soir au Village méditerranéen d'Oran. Les plats élaborés à base de tilapia rouge ont suscité un vif intérêt de la part des visiteurs, qui ont ainsi pu découvrir les caractéristiques et les qualités gustatives de ce produit. Le même responsable a également fait savoir que la Chambre a pris part à l'accueil d'un groupe d'élèves ayant obtenu les meilleurs résultats au niveau national aux examens du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM), bénéficiaires d'un programme touristique dans la wilaya d'Oran. Une cérémonie en leur honneur a été organisée au Village méditerranéen,

ponctuée de dégustations de plats à base de tilapia rouge, dans le but de promouvoir une culture de consommation saine auprès des différentes catégories de la société, notamment les jeunes. M. Hamri a souligné que ces initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie visant à accompagner les efforts de l'Etat pour développer la filière aquacole et diversifier les sources de produits halieutiques. Il a relevé que la promotion du tilapia rouge constitue l'une des priorités de la Chambre, en raison de sa haute valeur nutritionnelle et de son prix compétitif par rapport à certaines autres espèces marines. La promotion de la production et de la consommation du tilapia rouge s'inscrit dans la politique nationale destinée à renforcer la sécurité alimentaire et à développer l'aquaculture continentale. Au cours des dernières années, les pouvoirs publics ont accordé un intérêt croissant à cette filière en accompagnant les investisseurs, en facilitant la création de fermes aquacoles, en encourageant l'intégration entre l'agriculture et la pisciculture, ainsi qu'en soutenant les projets de production d'alevins et d'aliments pour poissons, afin d'accroître la production nationale et de mettre à la disposition des consommateurs un produit

halieutique local à des prix abordables. Par ailleurs, le directeur de la Chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture a annoncé que ses services se préparent à conclure une convention de partenariat avec l'administration du Village méditerranéen d'Oran. Cette convention vise à intégrer des plats à base de tilapia rouge dans la carte des repas proposés aux résidents et aux visiteurs. Il a expliqué que, dans le cadre de cet accord, la Chambre jouera le rôle d'intermédiaire entre les producteurs de tilapia rouge et le Village méditerranéen, afin d'assurer un approvisionnement régulier en ce produit local aux meilleurs prix, tout en contribuant à l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux et en encourageant les producteurs à accroître leurs capacités de production. Enfin, M. Hamri a estimé que cette initiative pourrait constituer un modèle de coopération entre les différents acteurs du secteur de l'aquaculture et les établissements touristiques, contribuant ainsi à la valorisation de la production nationale, à la promotion de la consommation des poissons d'élevage et au soutien de l'économie locale.

APS

TISSEMSILT

Distribution de plus de 100 ruches d'élevage d'abeilles aux apiculteurs

Plus de 100 ruches d'abeilles sont en cours de distribution aux apiculteurs de la wilaya de Tissemsilt, à-on avisé, dimanche, auprès de la direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya. La cheffe du service de la production et de l'appui agricole, Fatiha Bekkada, a indiqué que la Direction a entamé, récemment, la distribution de plus de 100

ruches aux apiculteurs de la wilaya. Cette dotation, accordée par le ministère de tutelle, vise à relancer la filière apicole et à encourager davantage d'élèves à s'y investir. Mme Bekkada a également souligné qu'en coordination avec l'Université Ahmed Benyahia El-Wancharissi de Tissemsilt, la Direction a organisé, durant le mois de juillet dernier, une session de

formation de quatre jours au profit des apiculteurs de la wilaya. Cette formation a permis aux professionnels du secteur de renforcer leurs compétences en matière de bonnes pratiques d'élevage des abeilles et d'amélioration de la production de miel. Les cours ont été assurés par des spécialistes venus de plusieurs universités du pays, notamment de Tiaret et Oran

Par ailleurs, le même responsable a indiqué que la wilaya de Tissemsilt prévoit une production de plus de 450 quintaux de miel au cours de la campagne agricole en cours. Cette production est attendue grâce à plus de 60 apiculteurs et producteurs de miel, recensés par la Direction des services agricoles, qui disposent de plus de 8.800 ruches.

APS

NÂAMA

Achèvement des travaux de renforcement de plusieurs tronçons de routes nationales

Les travaux de renforcement de plusieurs tronçons de routes nationales, couvrant une distance totale de 56 kilomètres, ont été achevés, récemment dans la wilaya de Nâama, à-on informé, dimanche, auprès de la DTP. L'opération concerne

un tronçon de la Route nationale 6 (RN6), dépendant des communes de Moghrar et Djeniene Bourezg, sur une longueur de 25 km, un tronçon de la RN 22, entre les communes de Mekmen Benamar et Kasdir, sur une distance de 31 km, a précisé

Bouazza Hamza, chef du service du développement des infrastructures à la DTP. Cette opération revêt une grande importance pour les usagers des RN6 et 22, qui figurent parmi les axes connaissant un trafic routier soutenu. Ces routes desservent éga-

lement de nombreuses exploitations agricoles et périmètres agricoles situés de part et d'autre de leur tracé, a fait observer la même source. A cette occasion, de nombreux usagers, notamment les conducteurs de poids lourds, ont apprécié la réalisation de

ces travaux de renforcement du réseau routier national dans la wilaya. Ils ont souligné que ces aménagements contribuent à améliorer la fluidité de la circulation, grâce à l'éradication des « points noirs » qui entra-vaient auparavant le trafic routier.

MILA

Qualification de 36 guides touristiques

Un total de 36 guides touristiques non agréés ont été qualifiés dans la wilaya de Mila, à-on avisé dimanche auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat. La cheffe du service de tourisme de cette direction, Lamia Ghodbane, a précisé que ces guides touristiques qui exerçaient sans certification ont suivi, durant l'année en cours, d'une formation de qualification organisée en

coordination avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels dans le cadre du protocole de coopération conclu entre les deux ministères de tutelle. Les dossiers administratifs des concernés par la qualification ont été rédigés aux services du ministère du Tourisme et de l'Artisanat pour leur établir des cartes professionnelles de guide touristique, selon la même source. La formation et

la qualification se poursuivra pour développer les compétences des guides touristiques, a ajouté la même source qui a souligné qu'une session de formation aux premiers secours sera organisée en septembre prochain au profit de cette catégorie et sera suivie d'autres sessions pour consacrer le professionnalisme dans le travail touristique et promouvoir le niveau des services touristiques.

Les services de la direction du tourisme et de l'artisanat ont rappelé que les agences de tourisme et de voyages, actives dans la wilaya, sont tenues d'utiliser aux guides touristiques agréés par le ministère de tutelle conformément à l'article 27 de la loi 99-06 du 4 avril 1999 fixant les règles régissant l'activité de l'agence de tourisme et de voyages.

APS

# Compétitivité et investissement social

4<sup>e</sup> partie et fin

*La société en investissant, s'investit et est investie. Elle investit de sa vie, de son temps, de son énergie (mais aussi de son inertie) et de son argent. Sa vie est investie de nombreux autres êtres qu'humains qu'elle s'est appropriés. Comment est réparti son effort ? Comment l'ensemble de ses investissements font-ils corps, sa force ou sa faiblesse ? Que faut-il entendre donc par « investissement social » ? Toutes les sociétés ne sont pas dotées de la même manière, ne font pas la même chose de leur argent, de leur temps et de leur vie. Quels rapports établissent-elles entre ce qui les compose dans leur compétition et face changements de la vie matérielle ?*

Par David Martin (\*)

Ce qui compte c'est ce qui reste de l'investissement dans la production matérielle, et non la production matérielle elle-même, c'est ce qui va permettre de faire corps social à nouveau avec une vie matérielle soumise à la loi du changement.

Le changement dans les modes de production que va impliquer la crise climatique appellera une transformation des structures sociales et un autre investissement d'elle-même de la société. Le véritable investissement social est celui par lequel une société s'investit dans une structure et son évolution. Un attachement à une certaine production et consommation constituera un obstacle à une telle transformation. Face au changement, seule une société pouvant se départir d'un type de production pour un autre et comptant sur son savoir-faire et son savoir-être pour faire corps avec la nouvelle vie matérielle sera en mesure de préserver sa cohésion. Une structure sociale est performante et résiliente, parce qu'elle est adaptée aux conditions de la compétition et de la vie matérielle.

La crise climatique et les besoins des pays émergents vont affecter les conditions de la production. Les nouvelles conditions de production peuvent affecter les structures sociales. Pour ne pas subir leur transformation, la société devrait alors investir pour se transformer, transformer sa composition et les rapports entre ses composantes, transformer ses rapports avec le vivant et l'artificiel.

Entre l'étage marchand et non marchand de l'économie un autre rapport que celui capitaliste d'extorsion de plus-value pourrait s'imposer. Tout se passe comme si ayant obtenu de la nature plus qu'on ne lui donnait, perturbant ainsi ses conditions de reproduction, les termes de l'échange s'inversaient : lui donner plus et en obtenir moins pour rétablir ses conditions de reproduction et en obtenir ce qui ne peut nous faire défaut. Lui donner pour obtenir d'elle ce qu'elle nous offrait de manière gratuite, mais n'offre plus. Comme s'il fallait désormais entrer autrement dans la production de la nature, l'aider à produire ce qu'elle ne produit plus, mais dont notre consommation ne peut se passer. Nous avons voulu soumettre la nature à l'industrie, le vivant au mécanisme, il faut désormais soumettre le mécanisme au vivant et entrer dans une économie politique adaptative[6].

## En guise de conclusion

Les séparations de la société et de la nature, de la société et de l'économie, de l'État et du marché, sont des constructions de l'organisation sociale et politique. En vérité, la société est dans la nature et inversement, l'économie est dans la société et inversement. L'une ne subsume jamais complètement l'autre, même quand elle y est poussée[7]. L'humain ne subsume pas complètement le non humain et



inversement. Le capitalisme par le marché aspire à subsumer la société et la nature dans l'économie, il aspire à tout transformer en marchandises.

Le paradigme conventionnel en économie politique traite généralement les systèmes sociaux vivants, complexes et adaptatifs comme des objets mécaniques. Cette approche a conduit les économistes politiques à simplifier à l'excès les processus sociaux vastes et complexes à l'aide de modèles mécaniques, voire à les ignorer complètement. Un système social n'est pas composé de pièces distinctes qui ne s'adaptent pas les unes aux autres, qui ne s'adaptent pas à l'environnement, il est composé de parties interconnectées qui s'adaptent constamment les unes aux autres et à l'environnement.[8]

C'est la construction institutionnelle occidentale et les croyances qui la soutiennent, qui sont aujourd'hui en crise. Le monde n'est plus lisible par ses paradigmes. Économise et société, société et nature ne sont pas des séparations universelles. Elles sont des dichotomies occidentales qui, en faisant de la nature une image de l'industrie et de l'industrie une force géologique intrusive, engendrent crises climatiques, sociales et économiques. Une société est un système vivant, complexe et adaptatif qui se compose d'humains et de non-humains (naturels et non-naturels) qui se complètent et/ou se substituent les uns aux autres. L'appropriation capitaliste tend à substituer des artefacts (autres qu'humains artificiels) aux vivants humains et naturels. Une société compétitive et résiliente adopte la combinaison de facteurs humains et non humains adéquate à la conjoncture pour préserver sa force et sa cohésion. Elle se développe en multipliant également et inégalement ses composants. L'Occident s'imaginait en sociétés souveraines, il découvre son impuissance face aux crises sociales et économiques, et avec la crise climatique une nature qui lui dispute la souveraineté. Persistant dans sa propension guerrière et ses velléités de contrôle, refusant d'apprendre et de s'adapter, il échoue à influencer son environnement.

Le processus occidental de différenciation

(de modernisation) a séparé et articulé d'une certaine manière le social et l'économie, l'éducation, la santé et l'économie productive. L'histoire de la co-construction des marchés et des institutions est effacée dans la représentation du processus de différenciation. S'est substitué un idéal de société libérale que l'on a supposé universel.

C'est précisément dans le rapport non dichotomique du social et de l'économie qu'il faut penser leur différenciation ainsi que le rapport de la compétitivité et de l'investissement social. C'est dans le processus de différenciation des humains et des autres qu'humains, et leurs interactions, qu'il faut penser l'institutionnalisation des champs séparés. Séparés, mais solidaires d'une certaine manière. S'ils se désolidarisent dans un tel processus d'institutionnalisation, le processus de différenciation ne peut se reproduire et se développer. L'économie doit être dans le social, et inversement le social (la santé et l'éducation) dans l'économie, unité où ils se différencient, progressent simultanément et s'adaptent l'un à l'autre. Une compétence sociale ne devient capital humain, capital économique que si l'économie est déjà dans le social, pour que le social puisse se transformer en économie. La bonne santé, la bonne éducation deviennent alors capacités sociales et économiques. Il faut donc penser le social et l'économie dans la différenciation de leur indifférenciation, dans leur unité différence, afin que leur unité dynamique ne soit pas rompue. On peut alors penser l'investissement social dans l'investissement économique comme son ressort social, comme exploration et expérimentation de sa transformation économique. La société tendue par la compétition, appa-

rait alors la compétitivité comme une disposition sociale structurée par un dispositif institutionnel et encouragée par des incitations. Dispositions sociales et dispositif institutionnel relevant d'un même système de croyances[9].

Nous avons voulu soutenir que le véritable investissement social est celui qu'investit une société dans son organisation sociale et politique. Une organisation sociale qui, pleine de l'énergie sociale, rend possible une accumulation culturelle.

L'investissement social qui est réduit à un investissement public dans le social (le capital humain), est celui que peut effectuer un certain type d'organisation sociale et politique : l'État providence. Pour qu'un tel investissement puisse se transformer en compétitivité, autrement dit qu'il ait quelque effectivité, il faut que l'organisation sociale et politique puisse rendre possible une telle transformation. Or, on ne saurait en général réduire ni l'investissement social à un investissement public ni l'investissement social à un investissement dans le social. On ne saurait réduire une société qui s'investit à un investissement de la puissance publique dans la société. La société ne s'investit pas seulement dans le capital humain, mais dans différentes formes de capital et dans des conditions générales qui sont celles de la compétition sociale et de la vie matérielle. Elle y gagne ou elle y perd. La compétitivité est la qualité d'une société compétitive, soit de la qualité de ses dispositions à l'égard de la compétition, de la qualité de son organisation sociale et politique (dispositif institutionnel) et de la qualité de ses politiques (incitations). Les dispositions sociales étant confirmées ou infirmées par le dispositif institutionnel et les incitations. Quant aux différentes formes de capital, elles sont des cristallisations de l'énergie sociale et du savoir-faire. On peut aussi dire que la compétitivité est le fait d'une structure sociale compétitive et résiliente dans une certaine vie matérielle. Structure sociale agencement d'une société composite[10]. La vie sociale n'est pas indépendante de la vie matérielle, elle fait corps dans la vie matérielle, autrement dit faisant faire corps commun à des humains et autres êtres qu'humains. Les êtres autres qu'humains n'étant pas dépourvus de la qualité d'agent. La compétitivité comme qualité d'une société compétitive s'exprime alors dans une disposition de l'esprit du corps social faisant juste corps dans une vie sociale et matérielle changeante et mêlant justement compétition et coopération.

## Notes

[6] Yuen Yuen Ang. Adaptive Political Economy. Toward a New Paradigm. <https://www.thepolicypractice.com/sites/default/files/2025-08/ssrn-4813107.pdf>

[7] La société rêvant de se rendre maîtresse de la nature.

[8] Yuen Yuen Ang. Op. cit.

[9] Voir Masahiko Aoki. Institutions as Cognitive Media between strategic interactions and individual beliefs.

[10] Cette notion appliquée à la société marocaine par le sociologue Paul Pascon devrait être étendue à toutes les sociétés, dans le sens que toute société se compose d'humains et d'autres êtres que les humains.

(\*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

MAURITANIE

**Le pays dispose d’un stock de poissons pélagiques exploitable sans compromettre sa durabilité**

L’Assemblée nationale a tenu ce jeudi, une séance plénière présidée par M. Hacen Cheikh Bah, vice-président de l’Assemblée, consacrée à l’écoute des réponses du ministre de la Pêche et des Infrastructures maritimes et portuaires, à une question orale posée par la députée Aziza Mint Jiddou. La députée a déclaré que la situation des ressources halieutiques, notamment le stock de sardines, n’est plus un simple dysfonctionnement technique, mais est devenue une question d’une gravité extrême menaçant la paix sociale et la sécurité alimentaire, en soulignant que les rapports de l’Institut mauritanien de recherche océanographique et de pêche ont averti que ce stock est au bord de l’effondrement, et elle s’est interrogée sur les justifications de la pression continue sur ce stock malgré ces avertissements. En réponse à la question de la députée, le ministre de la pêche et des infrastructures maritimes et portuaires, M. Moctar Ahmed Bouceif a précisé que les rapports périodiques émis par l’Institut mauritanien de recherche océanographique et de pêche, qui est une institution rendant compte au ministère, reflètent un niveau élevé de transparence dans l’information du public sur la réalité des ressources halieutiques, affirmant que la publication de ces données permet aux citoyens de connaître la véritable situation du stock et de distinguer entre les données scientifiques et les informations inexacts circulant sur l’épuisement des ressources maritimes. Il a ajouté que la quantité exploitable de poissons pélagiques est estimée à 1,353 million de tonnes, confirmant que la Mauritanie n’a pas atteint ce niveau de capture depuis l’indépendance, et que le stock reste dans les limites garantissant sa durabilité. Il a indiqué que le secteur s’appuie sur un système précis de gestion des pêches basé sur la distribution des quotas, de sorte que les quantités autorisées à la capture ne dépassent pas le plafond scientifiquement permis, et que les opérations de déchargement et d’exportation sont soumises à un contrôle strict garantissant l’exactitude des données relatives à la production et à la commercialisation. Il a expliqué que les données sur les exportations sont fournies par la Société mauritanienne de commercialisation des poissons (SMCP), tandis que l’Office national d’inspection sanitaire des produits de la pêche et de l’aquaculture (ONISPA) enregistre les quantités déchargées, ce qui garantit la fiabilité des informations concernant le secteur et limite toute variation à ce sujet. Agence

TUNISIE

# Sans électricité disponible, les milliards du plan de développement resteront sur le papier

*Alors que le gouvernement déploie son plan de développement 2026-2030 fort de 100 milliards de dinars, la vulnérabilité énergétique du pays menace de paralyser ses ambitions. Entre arbitrages budgétaires rigides et chocs mondiaux, la continuité électrique s’impose comme le véritable prérequis à la souveraineté et à l’attractivité nationale.*

La situation macroéconomique tunisienne présente une dualité trompeuse. D’un côté, la perspective stable maintenue par l’agence Moody’s sur la dette souveraine témoigne d’une certaine résilience : les réserves de change résistent, portées par l’envolée des transferts de la diaspora et les exportations agricoles. De l’autre, la rigidité budgétaire structurelle — alimentée par une dette publique élevée, une masse salariale massive et le poids des subventions — limite considérablement la marge de manœuvre de l’État. Au cœur de cette fragilité figure la dépendance énergétique : l’envolée de 38 % des importations d’énergie entre janvier et mai 2026 est venue fragiliser directement la balance commerciale et les finances publiques. Dans ce contexte, l’électricité cesse

d’être une simple commodité pour devenir le nœud coulant de l’économie. Sans une alimentation fiable et prévisible, le plan de développement 2026-2030 — fort de 101,8 milliards de dinars et de plus de 21 000 projets — risque de rester un catalogue de promesses théoriques. Atteindre l’objectif de 35 % d’énergies renouvelables d’ici 2030 exige non seulement d’installer des mégawatts, mais surtout de garantir la stabilité et la flexibilité du réseau en temps réel. Le débat international sur l’énergie ne se cantonne plus au coût du kilowattheure ou à la transition décarbonée ; il intègre désormais la fiabilité physique des réseaux comme variable stratégique. De la panne géante survenue en Europe du Sud en 2025 aux tensions hydrauliques provoquées par les sécheresses de l’été

2026, les exemples récents démontrent qu’une rupture de courant paralyse instantanément l’ensemble des chaînes de valeur, des télécommunications aux flux financiers. Pour les entreprises, la qualité de l’approvisionnement conditionne directement les décisions d’investissement. Une électricité à bas coût mais sujette à des micro-coupures s’avère au final bien plus onéreuse qu’un tarif ajusté offrant une alimentation continue, car elle impose des investissements défensifs dans des équipements de secours et détruit la productivité. La sécurité énergétique tunisienne repose ainsi sur un équilibre à quatre piliers : production suffisante, acheminement fiable, équilibrage dynamique du réseau et soutenabilité tarifaire pour tissu industriel.

R I.

ARABIE SAOUDITE

## Croissance de 3 % du PIB au premier trimestre 2026

Le produit intérieur brut (PIB) réel de l’Arabie Saoudite a enregistré une croissance de 3,0 % au premier trimestre 2026 par rapport à la même période de 2025, soutenue par une progression de 2,9 % des activités pétrolières et non pétrolières chacune, ainsi que par une hausse de 1,5 % des activités gouvernementales.

En comparaison avec le quatrième trimestre 2025, le PIB réel corrigé des variations saisonnières a toutefois reculé de 1,2 %. Selon le bulletin du PIB du premier trimestre 2026 publié aujourd’hui par l’Autorité générale des statistiques (GASTAT), les activités non pétrolières constituent le principal moteur de la croissance, avec une

contribution de 1,7 point de pourcentage. Les activités pétrolières ont contribué à hauteur de 0,8 point, tandis que les activités gouvernementales et les taxes nettes sur les produits ont apporté respectivement 0,3 et 0,2 point. Il est à noter que l’ensemble des activités économiques a enregistré des taux de croissance annuels po-

sitifs. Les activités des services financiers, des assurances et des services aux entreprises ont affiché la plus forte croissance au premier trimestre 2026 (+5,4 %), suivies des industries manufacturières hors raffinage du pétrole (+4,0 %). Agence

EGYPTE

## Le gouvernement continue à mettre en œuvre un programme global de réformes économiques et institutionnelles

Le premier ministre, Moustafa Madbouly, a affirmé que le gouvernement continuait à mettre en œuvre un programme global de réformes économiques et institutionnelles visant à stimuler la croissance de l’économie égyptienne, à améliorer le climat des affaires, à attirer davantage d’investissements locaux et étrangers et à simplifier les procédures pour les investisseurs. M. Madbouly s’exprimait lors d’une réunion ce dimanche destinée à discuter de plusieurs propositions relatives à la privatisation de certaines compagnies holding et de leurs filiales.

Étaient présents à cette réunion Hussein Eissa, vice-Premier ministre chargé des Affaires économiques, Mohamed Farid Saleh, ministre de l’Investissement et du Commerce extérieur, Hachem El-Sayed, conseiller du Premier ministre et directeur général de l’Unité des entreprises publiques. Le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, et son adjoint, Yasser Sobhy, ont participé à la réunion par visioconférence. Le gouvernement œuvre pour continuer de mettre en œuvre ses plans visant à améliorer l’efficacité de la gestion des actifs, à renforcer le secteur privé et à consolider son rôle dans l’éco-

nomie égyptienne en tant que partenaire clé du développement économique dans le cadre de la deuxième édition du document de politique sur la propriété de l’État (2026-2030), a dit Madbouly. Le gouvernement s’emploie donc à restructurer et à développer la performance des entreprises publiques, ainsi qu’à accroître l’efficacité de la gestion des actifs afin de garantir une gestion professionnelle des entreprises et des actifs, et de consolider les principes de gouvernance et de transparence, a-t-il expliqué.

Agence

LIBYE

## Les coupures d’électricité et le pouvoir d’achat attisent la colère sociale

Des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes libyennes après de longues coupures de courant aggravées par la canicule. Derrière la crise électrique se profile une hausse du coût de la vie, une défiance croissante envers les institutions et de nouveaux risques pour le secteur pétrolier. Les coupures d’électricité ont transformé la chaleur estivale en crise politique en Libye. À Tripoli, Misrata, Zaouïa et dans d’autres villes de l’ouest du pays, des protestataires ont bloqué des routes et dénoncé des délestages pouvant dépasser

dix heures par jour, selon plusieurs sources concordantes. La contestation ne porte plus seulement sur la fourniture d’énergie. Elle vise aussi la dégradation des services publics, la hausse des prix et l’incapacité des autorités à améliorer durablement les conditions de vie. Certains manifestants ont réclamé le départ du gouvernement d’unité nationale dirigé par Abdelhamid Dbeibah. La canicule a fortement augmenté la demande en électricité, notamment pour la climatisation. Elle n’explique toutefois qu’une partie de la crise. Le réseau li-

byen souffre depuis des années d’un entretien insuffisant, de capacités de production irrégulières et des conséquences de la fragmentation politique du pays. Cette situation nourrit un paradoxe difficilement acceptable pour la population : la Libye dispose des plus importantes réserves pétrolières d’Afrique, mais peine à assurer un approvisionnement stable en électricité. Le coût de la vie sous pression La colère intervient dans un contexte économique déjà fragile. La dépréciation du dinar renchérit les produits importés,

dont dépendent largement les ménages libyens. Nourriture, médicaments et équipements deviennent plus coûteux, tandis que les revenus ne progressent pas au même rythme. Les données disponibles montrent ainsi un décalage entre la reprise de l’activité pétrolière et la réalité quotidienne. Une hausse de la production d’hydrocarbures peut soutenir le produit intérieur brut et les recettes publiques sans se traduire immédiatement par de meilleurs services ou un pouvoir d’achat plus élevé. Synthèse R I.

DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE RIZICOLE

# L’Afrique mise sur la recherche et l’innovation

Deuxième région importatrice de riz après l’Asie, l’Afrique voit sa consommation croître plus rapidement que sa production. Face à ce déséquilibre, les initiatives visant à renforcer l’offre locale et à réduire la dépendance aux importations se multiplient.

Synthèse R I/Agence

Le 21 juillet dernier, le Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) et la Fondation africaine pour les technologies agricoles (AATF) ont signé un protocole d'accord de cinq ans afin d'accélérer l'adoption des innovations agricoles dans la filière rizicole africaine. Ce partenariat associe deux expertises complémentaires. AfricaRice apporte son expérience dans la recherche rizicole, la sélection variétale et le développement de solutions adaptées aux conditions africaines, tandis que l'AATF met à contribution son modèle de diffusion des technologies agricoles auprès des petits exploitants dans 32 pays du continent. L'un des principaux objectifs affichés dans le cadre de cette coopération est d'améliorer la productivité des systèmes de production en Afrique, encore limités par la faiblesse des rendements. Dans son dernier rapport sur les perspectives agricoles mondiales publié conjointement avec l'OCDE, la FAO indique par exemple que le rendement moyen du riz en Afrique était inférieur à 2 tonnes par hectare en 2025, alors que la moyenne mondiale s'élevait à près de 3 tonnes par hectare. Parallèlement, la consommation de riz par habitant sur le continent est évaluée à 26 kg par an, ce qui en fait la deuxième région consommatrice de la céréale après l'Asie (72 kg). Au total, les données compilées par la FAO

montrent que la consommation totale de riz en Afrique s'est élevée à 45,3 millions de tonnes en moyenne par an entre 2023 et 2025, soit presque le double de la production, qui s'est établie à 27,6 millions de tonnes sur la même période. Ce déficit structurel explique la forte dépendance du continent vis-à-vis des fournisseurs asiatiques, notamment l'Inde, la Thaïlande, le Vietnam et le Pakistan.

Le défi du passage à l'échelle

En Afrique, l'amélioration de la productivité constitue donc un enjeu central pour répondre à la progression de la demande. Le continent dispose encore d'importantes marges de progression, notamment en raison de rendements inférieurs à ceux observés dans les grandes régions productrices de riz. L'accès aux semences performantes, aux équipements agricoles et aux connaissances techniques reste toutefois un défi majeur pour de nombreux producteurs. C'est précisément sur ce point que le partenariat entre AfricaRice et l'AATF entend agir, en facilitant le passage des innovations développées dans les centres de recherche vers les exploitations agricoles. La mécanisation figure également parmi les priorités affichées. « Grâce à ce partenariat, nous allons collaborer avec l'AATF pour développer et promouvoir des outils mécanisés et des équipements agricoles afin de réduire la

pénibilité du travail dans la riziculture, améliorer l'efficacité de la transformation et renforcer la qualité du riz produit localement », a déclaré Dr Baboucarr Manneh, directeur général d'AfricaRice. Dans plusieurs pays africains, la production rizicole reste largement dépendante du travail manuel, ce qui limite les capacités d'expansion des exploitations et réduit leur compétitivité. Le développement d'équipements adaptés pourrait contribuer à améliorer les opérations de préparation des terres, de récolte et de transformation.

La demande africaine de riz appelée à progresser

Cette initiative intervient alors que les besoins en riz du continent devraient continuer d'augmenter dans les prochaines années. Selon les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, l'Afrique et l'Asie seront les principales régions où la consommation de riz progressera durant la prochaine décennie, principalement sous l'effet de la croissance démographique. En Afrique, la consommation moyenne de riz par habitant devrait passer de 26 kg par personne et par an sur la période 2023-2025 à 29,6 kg en 2035, soit une croissance annuelle moyenne estimée à 1 %. Cette évolution devrait accentuer la pression sur les systèmes de production locaux, alors que plusieurs pays africains restent dépendants des importations pour couvrir une partie de leurs besoins.

ZAMBIE

## La capacité solaire passe de 88 MW à 841 MW en cinq ans

Longtemps dominée par l'hydroélectricité, la production électrique en Zambie évolue vers un mix plus diversifié, avec le solaire qui s'impose désormais comme l'un des principaux moteurs de cette transition. La capacité solaire installée en Zambie a presque été multipliée par dix entre 2021 et 2026. Selon un bilan présenté le lundi 27 juillet par le ministère de l'Énergie, le parc de production est passé de 88 MW à environ 841 MW sur cette période. Le pays se rapproche ainsi de son objectif de 1 000 MW de solaire d'ici fin 2026. Cette progression contribue à transformer sensiblement un système électrique historiquement dominé par l'hydroélectricité. Le solaire repré-

sente désormais un peu plus de 18 % de la capacité installée, contre moins de 3 % en 2021. Sur la même période, la capacité totale de production est passée d'environ 3 100 MW à 4 576 MW, soit un gain de 1 476 MW.

Entre réformes et investissements diversifiés

Les autorités attribuent cette accélération aux réformes introduites depuis 2023. La réglementation sur l'accès ouvert au réseau permet aux producteurs éligibles d'utiliser les infrastructures de transport et de distribution. Le système numérique de délivrance des licences énergétiques vise, de son côté, à raccourcir les procédures ad-

ministratives. Cette évolution s'appuie aussi sur plusieurs projets publics et privés. Le gouvernement cite notamment les deux phases de la centrale d'Itimpi (196 MW), celles de Chisamba (200 MW), la centrale de Mabumba (50 MW), ainsi que plusieurs installations de plus petite taille. Le programme de comptage net, lancé en juillet 2024, permet aux consommateurs équipés de systèmes de production solaire de réinjecter leur surplus d'électricité dans le réseau. Selon le ministère, ces installations représentent déjà plus de 30 MW de capacité connectée.

Agence

GAMBIE

## La BIDC finance G Farms à hauteur de 10,04 M USD

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et G Farms Limited ont signé, le 28 juillet 2026, un accord de financement d'un montant de 10,04 millions de dollars américains destiné à soutenir l'acquisition d'équipements et l'expansion des activités de l'entreprise en Gambie. Ce projet renforcera les chaînes de valeur avicole et laitière de G Farms Ltd grâce à l'augmentation du nombre de poules pondeuses, qui passera de 120 000 à 500 000, à l'accroissement de la production de poulets de chair de 651 146 à plus de 3,2 millions de volailles, ainsi qu'à la hausse de la production de poussins d'un jour, qui passera de 3,3 millions à 5,5 millions d'unités d'ici 2035. Le projet prévoit également l'extension des activités laitières à travers l'augmentation du cheptel, de 110 à 2

500 têtes de bétail, ainsi que le renforcement de la capacité de production d'aliments pour bétail à 10 tonnes par heure. Cette initiative devrait accroître la production alimentaire nationale, créer des emplois, consolider les chaînes de valeur agricoles et réduire la dépendance aux importations. S'exprimant lors de la cérémonie de signature, Dr George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d'Administration, a indiqué que cet investissement reflète l'engagement de la Banque à renforcer la sécurité alimentaire, à soutenir la croissance du secteur privé et à créer des opportunités économiques durables à travers l'Afrique de l'Ouest. Il a exprimé sa conviction que l'expansion de G Farms Ltd génèrera des retombées importantes et durables pour l'économie gambienne et son secteur

agricole. Mme Zuzana Zatkova, de la Division de l'inclusion financière du Département des partenaires internationaux de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), a souligné que le partenariat entre la BEI et la BIDC soutient des investissements qui renforcent la sécurité alimentaire, créent des emplois et favorisent un développement agricole durable en Afrique de l'Ouest. Elle a ajouté que ce projet illustre la manière dont un financement stratégique peut contribuer à libérer le potentiel agricole de la région tout en apportant des bénéfices concrets aux communautés locales. Se félicitant de ce partenariat, le Directeur Général de G Farms Ltd, M. Muhammad Sanyang, a déclaré que ce financement constitue une étape majeure pour l'entreprise, lui permettant d'accroître sa production, d'améliorer ses perfor-

mances opérationnelles et de répondre à la demande croissante du marché gambien en produits avicoles et laitiers de qualité. Il a ajouté que le projet jouera un rôle important dans la réalisation des objectifs nationaux de sécurité alimentaire et dans la promotion du développement rural. Au-delà de l'augmentation de la production nationale, le projet devrait générer d'importants bénéfices socio-économiques, notamment la création d'emplois, l'amélioration des revenus des acteurs des chaînes de valeur et le renforcement de la résilience du secteur agricole gambien. Il contribuera également à améliorer la sécurité alimentaire et l'accessibilité des produits alimentaires tout en soutenant une croissance économique inclusive.

Agence

ÉLECTRICITÉ AU TOGO

### La centrale Kékéli en maintenance, des coupures prévues sur une semaine

Le Togo fait face depuis le début de l'année à des coupures d'électricité récurrentes, alimentées par une demande croissante, des contraintes techniques et des difficultés d'approvisionnement en provenance des pays voisins. Au Togo, de nouvelles perturbations temporaires dans la fourniture d'électricité sont annoncées entre le 31 juillet et le 6 août 2026. En cause, des travaux de maintenance programmés sur la centrale thermique Kékéli Efficient Power, l'une des principales infrastructures de production électrique du pays. L'annonce a été faite jeudi 30 juillet par la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET). Selon la société publique, les opérations concerneront les équipements de production de la centrale et visent à renforcer la fiabilité des installations afin d'assurer un approvisionnement plus stable à moyen et long terme. La CEET précise que cette intervention technique est indispensable pour garantir le bon fonctionnement des équipements et prévenir des défaillances plus importantes susceptibles d'affecter durablement le réseau. « Toutes les dispositions sont prises pour minimiser les effets de ces perturbations sur les populations et rétablir la fourniture normale de l'électricité dans les meilleurs délais », assure la compagnie. Ces nouvelles interruptions interviennent dans un contexte où le pays enregistre, depuis le début de l'année, des coupures récurrentes d'électricité, aussi bien à Lomé que dans plusieurs autres localités. La CEET explique cette situation par la conjugaison de plusieurs facteurs, notamment des contraintes techniques sur le réseau national, une demande en électricité en constante progression et des opérations de maintenance sur certains équipements stratégiques. À cela s'ajoutent des difficultés d'approvisionnement liées aux interconnexions électriques avec les pays voisins.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes entament le mois d’août de bonne humeur

Les Bourses européennes entament le mois d'août de bonne humeur, rassurées par les dernières nouvelles en provenance du Moyen-Orient, ainsi que par un indice PMI manufacturier, à première vue, de bonne facture dans la zone euro. Vers 10h15, l'Euro Stoxx 50 gagne 0,8%, tandis que le CAC 40 s'ajuge 1% à Paris (à 8 596 points) et que le DAX progresse de 1,3% à Francfort.

Après avoir menacé l'Iran d'une nouvelle offensive d'une ampleur "sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale", selon son secrétaire à la Défense, Donald Trump a finalement indiqué, dans la nuit de dimanche à lundi, qu'il renonçait à cette option et qu'un nouveau cycle de négociations avec Téhéran allait s'ouvrir. Le président américain a laissé entendre que la fermeté de Washington avait conduit l'Iran à revenir à la table des discussions. "Bien sûr qu'ils ne veulent pas être attaqués. Ils connaissaient l'ampleur de cette attaque, car ils la voyaient prendre forme", a-t-il déclaré à bord d'Air Force One, précisant que les discussions devaient débiter lundi après-midi. "Parallèlement, des responsables iraniens ont indiqué que les négociations avec le sultanat d'Oman concernant les modalités relatives au détroit d'Ormuz étaient entrées dans leur dernière phase", note par ailleurs Deutsche Bank dans son point matinal. Ces bonnes nouvelles sur le front géopolitique se répercutent logiquement sur les cours du pétrole, avec un baril de WTI (West Texas Intermediate) de retour légèrement sous la barre des 80 USD, ainsi qu'un baril de Brent évoluant aux alentours de 84 USD. Autre annonce encourageante ce matin : l'indice PMI S&P Global pour l'industrie manufacturière de la zone euro s'est redressé à 51,9 en juillet, contre 51,4 le mois précédent, avec la plus forte hausse de la production depuis mars 2022, tandis que la croissance des nouvelles commandes est restée faible. "Les fabricants ont de nouveau réduit leurs effectifs, craignant une baisse de leur charge

de travail dans les mois à venir. La conjoncture du secteur manufacturier de la zone euro semble donc moins solide que l'indice PMI ne le suggère", prévient Chris Williamson, chief business economist chez S&P Global Market Intelligence.

Une semaine à nouveau riche en données et en trimestriels

Cette première semaine d'août doit aussi voir paraître notamment les indices PMI composites de S&P Global, le taux de chômage en France, ainsi que la production industrielle et la balance commerciale en France et en Allemagne. Aux Etats-Unis, après les indices ISM et l'enquête ADP sur l'emploi privé, les regards se tourneront, vendredi, vers le rapport mensuel du département du Travail afin de jauger le dynamisme du marché de l'emploi. "Nous anticipons une hausse des créations de postes de 65 000 en juillet, contre 57 000 en juin, ainsi qu'un maintien du taux de chômage à 4,2% et une nouvelle hausse de 0,3% du salaire horaire moyen", précise Deutsche Bank à ce sujet. Sur le front des résultats trimestriels attendus cette semaine en Europe figurent notamment ceux de groupes tels que HSBC, Novo Nordisk, Siemens Energy, Siemens, Deutsche Telekom, Zurich Insurance, Allianz ou Munich Re. De l'autre côté de l'Atlantique, les investisseurs devraient se montrer attentifs aux publications de Palantir, Marriott, SpaceX, AMD, Caterpillar, Merck, Amgen, McDo-

nald's, Eli Lilly, Uber, Walt Disney et SanDisk.

AstraZeneca en chute sur des rumeurs de fusion

En attendant ces publications, Siemens Healthcare gagne 4,5% à Francfort, le fabricant d'équipements d'imagerie médicale profitant de la publication de ses résultats trimestriels, marqués par un relèvement de ses prévisions de BPA annuel et un carnet de commandes jugé très solide. AstraZeneca cède 6,4% à Londres ce lundi, après les révélations du Financial Times sur des discussions en vue d'une méga-fusion entre le laboratoire pharmaceutique et son concurrent américain

Bristol Myers Squibb, valorisant l'opération à quelque 400 MdsUSD. Ageas s'ajuge 2,5% à Bruxelles, salué après l'annonce d'un accord avec Malayan Banking Berhad (Maybank) portant sur la vente de sa participation de 30,95% dans le capital de leur coentreprise MAHB, générant une plus-value nette estimée après impôts d'environ 450 MEUR. Lanterne rouge du SBF 120 à Paris, Ipsen perd 3,3%, sanctionné par la dégradation de Jefferies, qui abaisse sa recommandation de "conserver" à "sous-performance" sur le titre du laboratoire biopharmaceutique et fixe un objectif de cours de 135 EUR.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Août 2026  
Valeur : 05 Août 2026

| BASE | DEVICES |                     | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|---------|---------------------|-------------|-------------|
| 1    | USD     | US DOLLAR           | 132.8982    | 132.9132    |
| 1    | EUR     | EURO                | 152.7000    | 152.7438    |
| 1    | GBP     | POUND STERLING      | 178.5786    | 178.6708    |
| 100  | JPY     | JAPANESE YEN        | 83.0199     | 83.0396     |
| 1    | CNY     | CHINESE YUAN        | 19.6837     | 19.6882     |
| 1    | CHF     | SWISS FRANC         | 164.1732    | 164.2526    |
| 1    | CAD     | CANADIAN DOLLAR     | 94.7581     | 94.7958     |
| 1    | DKK     | DANISH KRONE        | 20.4418     | 20.4472     |
| 1    | SEK     | SWEDISH KRONA       | 13.9213     | 13.9240     |
| 1    | NOK     | NORWEGIAN KRONE     | 13.9452     | 13.9707     |
| 1    | AED     | UAE DIRHAM          | 36.1844     | 36.1905     |
| 1    | SAR     | SAUDI RIYAL         | 35.3895     | 35.3973     |
| 1    | KWD     | KUWAITI DINAR       | 431.7680    | 431.9571    |
| 1    | TND     | TUNISIAN DINAR      | 44.9831     | 45.4351     |
| 1    | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     | 14.1729     | 14.1745     |
| 1    | LYD     | LIBYAN DINAR        | 20.7129     | 20.8191     |
| 1    | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.3175      | 3.3278      |
| 1    | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   | 180.8547    | 180.8547    |

MARCHÉS EN ASIE

Le pétrole chute, le yen renforcé

Le pétrole chute lundi à l'ouverture des échanges asiatiques, le yen continuant pour sa part de se renforcer suite à l'intervention conjointe de Tokyo et Washington sur le marché des changes. Vers 01H00 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre, référence du marché mondial, reculait de 4,56% à 83,92 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate cédait 4,75% à 80,66 dollars. Vers 01H00 GMT, la monnaie japonaise grimpa de 0,8% face au billet vert, à 156,27 yens

pour un dollar, à des niveaux inédits depuis début mai. Vers 01H15 GMT à Tokyo, l'indice vedette Nikkei lâchait 2,43% à 62.809 points. A Séoul, l'indice Kospi chutait de 4,5% à 6.298 points. Il avait flambé vendredi de 18%, dopé par une envolée fulgurante de 30% des deux géants sud-coréens des puces mémoires SK hynix et Samsung Electronics. Ces derniers marquaient une pause lundi, reculant respectivement de 5,70% et de 6,48%. La Bourse de Sydney cédait 0,24%.

APS

BOURSE ZURICH

Le vert reste de mise avec l’espoir d’accalmie au Moyen-Orient

La Bourse suisse restait sur sa tendance haussière lundi matin, portée par la perspective d'une reprise des négociations de paix au Moyen-Orient et la chute des cours du pétrole. La saison des résultats semestriels se poursuit cette semaine en Suisse, avec notamment les performances financières de Sandoz, Swiss Re, Zurich Insurance et Swisscom. Le président américain Donald Trump a annoncé une reprise des négociations lundi avec l'Iran, après avoir suspendu les bombardements américains sur la République islamique et fait état de progrès diplomatiques en vue de rouvrir le détroit d'Ormuz. Téhéran a de son côté assuré qu'il n'y avait pas de négociation en cours dans cette guerre s'enlisant

depuis maintenant cinq mois. Ce nouvel épisode dans la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran, qui dure depuis fin février, faisait chuter les cours de l'or noir. Le baril de Brent pour livraison en octobre baissait de 4,34% à 84,11 dollars, tandis que celui de WTI pour livraison en septembre perdait 5,42% à 80,08 dollars. Face à une éventuelle reprise des négociations de paix entre Washington et Téhéran, "la prudence reste toutefois de mise, car le véritable test ne sera pas l'annonce de discussions, mais leur capacité à déboucher sur une réouverture durable du détroit d'Ormuz", a souligné John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion. "Malgré les signes d'apaisement politique, le contexte de marché

reste très dynamique et il est impératif de continuer à suivre de près le pétrole", a commenté Frank Sohleder. Selon l'analyste d'Activtrades, le risque d'un choc sur les prix du pétrole est important si la Chine, qui a jusqu'à présent fait appel à ses réserves stratégiques d'or noir, revenait sur le marché "en tant qu'acheteur agressif". A 10h45 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI progressait encore de 0,34% à 14'395,20 points, après avoir ouvert en hausse de 0,19%. Le SLI prenait 0,40% à 2299,04 points et le SPI montait de 0,33% à 20'227,54 points. La majorité des valeurs vedettes restait dans le vert, désormais emmenées par Partners Group (+3,0%), Sonova (+2,9%) et Geberit (+2,1%), sans information particulière.

Objectifs de cours et recommandations

Sandoz (-0,6%) restait par contre dans le rouge. Le géant des médicaments de substitution s'engage à verser près de 500 millions de dollars pour solder une série de plaintes étatiques ou collectives aux Etats-Unis concernant ses pratiques tarifaires. Ces montant ont été provisionnés et n'auront donc pas d'impact sur les résultats. Hormis le laboratoire bâlois, les plus fortes baisses étaient enregistrées par Holcim (-1,9%) et Kühne+Nagel (-0,5%). Le titre du géant des matériaux de construction avait terminé vendredi en forte baisse après ses résultats semestriels. Le groupe va par ailleurs céder ses activités aux Philippines

pour 807 millions de dollars. Sur le marché élargi, Landis+Gyr (+3,6%) lance une offre de rachat de ses actions à prix fixe portant sur jusqu'à 1 million de nominative à 50 francs suisses par action, soit un montant total pouvant atteindre 50 millions de francs suisses. Comet (+5,9%) était porté par des relèvements d'objectifs de cours effectués par Berenberg et JPMorgan, tout comme Inficon (+3,6%) qui a vu sa cible de cours remontée par Kepler Cheuvreux. Clariant (+6,6%) bénéficiait quant à lui d'un relèvement de sa recommandation à "overweight", contre "equal weight" précédemment, par Barclays après la publication de ses résultats semestriels vendredi dernier

Agence

EURO NUMÉRIQUE

Monaco face au casse-tête de la «monnaie du futur»

Pensé comme la version numérique des espèces, l’euro numérique pourrait entrer progressivement en circulation à partir de 2029. Mais si les États de la zone euro s’y préparent déjà, Monaco reste dans l’attente. Son intégration nécessitera une renégociation de l’accord monétaire avec l’Union européenne, alors que des interrogations émergent déjà sur la souveraineté numérique européenne face aux géants américains de la technologie. Par Clément Martinet



Le portefeuille existe déjà sur le papier. La monnaie, elle, n’a pas encore vu le jour. Pourtant, l’euro numérique avance à grands pas. Le 29 octobre 2025, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a ouvert une nouvelle phase de préparation technique, avec un calendrier qui pourrait conduire à un projet pilote dès le milieu de l’année 2027, avant un déploiement progressif à partir de 2029. Pour les États de la zone euro, le chantier est considérable. Pour Monaco, il l’est davantage encore. Car si la Principauté utilise l’euro en vertu de son accord monétaire avec l’Union européenne, l’introduction de sa version numérique n’a rien d’automatique.

Interrogé par Monaco Hebdo, le département des finances et de l’économie du gouvernement monégasque se montre d’ailleurs particulièrement prudent. « À ce stade, il est prématuré de s’exprimer sur ce sujet, car l’ensemble des éléments n’est pas encore réuni. L’intégration de l’euro numérique ne sera pas automatique et nécessitera un avenant à l’accord monétaire, qui fera l’objet d’échanges au sein du comité mixte, en temps voulu », indique-t-il. Cette réponse souligne une réalité encore peu évoquée : contrairement aux billets et aux pièces actuellement en circulation, l’euro numérique devra faire l’objet d’une négociation spécifique entre Monaco et l’Union européenne (UE).

Une réponse à la disparition progressive des espèces

Le projet porté par la banque centrale européenne (BCE) répond d’abord à une transformation profonde des usages. Les paiements en espèces reculent continuellement. En France, ils ne représentaient plus que 42 % des transactions en magasin en 2024, contre 68 % huit ans plus tôt. Pour l’Euro-système, cette évolution soulève plusieurs enjeux. Le premier est celui de la souveraineté. Aujourd’hui, près de 69 % des paiements par carte dans la zone euro transitent par des réseaux internationaux, tandis que les portefeuilles numériques proposés par les grandes plateformes technologiques américaines occupent une place croissante dans les usages quotidiens. À cette dépendance s’ajoute une fragmentation persistante des moyens de paiement européens. Les solutions nationales demeurent peu compatibles entre elles, limitant l’émergence d’un véritable système paneuropéen. L’euro numérique ambitionne précisément de répondre à ces difficultés. Pensé comme une forme électronique de monnaie de banque centrale, il viendrait compléter les espèces et les moyens de paiement existants, sans vocation à les remplacer.

Agence

UNE PREMIÈRE DEPUIS 30 ANS

La Fed a vendu des euros pour acheter des yens afin de soutenir la monnaie japonaise

Washington a dépensé pour soutenir le yen qui a atteint dernièrement ses plus bas niveaux en 40 ans, avance le Financial Times dimanche. La devise japonaise a enregistré en juillet ses plus bas niveaux depuis décembre 1986, plombée par les écarts de taux entre le Japon et les États-Unis. Selon le Financial Times qui cite trois sources anonymes proches, "la Réserve fédérale de New York a pris la décision inhabituelle de procéder à une vente d’euros pour acheter des yens pour le compte du Trésor" ven-

dredi. Ces ventes ont été réalisées par l’intermédiaire de Goldman Sachs et Morgan Stanley, a précisé le journal, citant deux de ces sources. Avec cette intervention du Trésor, c’est "la première fois en près de 30 ans que Tokyo et Washington unissent leurs forces pour soutenir la monnaie japonaise par le biais d’achats directs", écrit le journal américain. Sa temporalité correspond avec la remontée soudaine du yen. Il s’est envolée jeudi face au dollar et les cambistes suspectent Tokyo d’avoir acheté d’importantes quantités

de yens avec des dollars pour soutenir la devise nationale.

160 yens pour 1 dollar

Vendredi, le yen s’échangeait à 160,53 face au dollar, après avoir atteint 158 yens la veille sur fond de rumeurs d’une intervention gouvernementale japonaise. "On ignore encore si Tokyo était réellement impliqué, mais l’évolution des cours présentait toutes les caractéristiques habituelles", a noté Stephen Innes, de SPI Asset Management. Le Financial

Times cite des analystes estimant que l’intervention des autorités japonaises s’élevait probablement à environ 8.450 milliards de yens (52,8 milliards de dollars), tandis que le quotidien économique Nikkei l’évaluait entre 6.000 et 7.000 milliards de yens (37,5 à 44 milliards de dollars). Les taux japonais restent bien inférieurs à ceux des États-Unis, ce qui pèse sur la monnaie nippone. D’autant que les marchés anticipent une nouvelle hausse des taux de la Fed au moins une fois avant la fin de l’année, intensifiant la pression. Agence

SI LE DÉTROIT D'ORMUZ RESTE FERMÉ Le Royaume-Uni menacé de récession

L’économie britannique devrait se contracter en 2027 si le détroit d’Ormuz ne rouvre pas au trafic maritime avant le milieu de l’année prochaine, ont averti lundi les prévisionnistes du cabinet d’audit EY. EY a légèrement revu à la baisse sa prévision de croissance pour cette année, à 0,8 % contre 0,9 %, en partant du principe que le détroit rouvrira d’ici la fin du mois de septembre, et table sur une croissance de 1,2 % en 2027 sur cette base. « Si le détroit d’Ormuz rouvre dans les mois à venir, nous prévoyons que le Royaume-Uni évitera un ralentissement plus marqué, mais une fermeture prolongée jusqu’en 2027 alimenterait l’inflation et pourrait faire basculer l’économie dans la contraction l’année prochaine », a déclaré Peter Arnold, économiste en chef d’EY UK. EY prédit que si le détroit d’Ormuz reste fermé jusqu’au début ou au milieu de l’année 2027, la croissance britannique ralentira à 0,5 % cette année et l’économie se contractera de 0,2 % en 2027. L’inflation devrait grimper à 6,4 % d’ici la fin de 2026 selon ce scénario, contre un pic plus modéré de 3,5 % cette année si le détroit rouvre au cours des deux prochains mois. Les prévisions de la Banque d’Angleterre (BoE) publiées la semaine dernière, basées sur un scénario défavorable où les prix du pétrole et du gaz resteraient de 30 % à 60 % supérieurs aux attentes du marché, montraient toujours une croissance économique proche de 1 % l’année prochaine, avec un pic d’inflation trimestriel à 4,5 %. EY s’attend à ce que la BoE maintienne ses taux directeurs inchangés cette année, avant de les ramener l’année prochaine de 3,75 % à 3,25 % avec des baisses en avril et en juillet. Agence

TIRÉE PAR LES CARBURANTS ET L'ÉLECTRICITÉ

L'inflation en Espagne remonte à 3,5 % en juillet

L’inflation est repartie à la hausse en Espagne en juillet et a atteint 3,5 % sur un an, soit trois dixièmes de point de plus qu’en juin, portée par la hausse des prix des carburants et de l’électricité, selon l’estimation provisoire publiée ce jeudi par l’Institut national de statistique (INE). L’organisme statistique explique cette remontée par le fait que les carburants et lubrifiants pour véhicules particuliers comme l’électricité ont davantage

augmenté que durant le même mois de l’année dernière. Avec cette progression, l’inflation atteint son niveau le plus élevé depuis mai 2024 et enchaîne cinq mois consécutifs au-dessus de 3 %. L’inflation sous-jacente, qui exclut les produits alimentaires non transformés et les produits énergétiques en raison de leur plus grande volatilité, a également augmenté d’un dixième de point en juillet, à 3 %, ce qui montre que les pressions sur les prix se pour-

suivent au-delà de l’effet de l’énergie. De son côté, l’indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), utilisé pour comparer l’évolution des prix entre les pays de l’Union européenne, a fixé son taux annuel à 3,8 %, soit deux dixièmes de point de plus que celui enregistré en juin. Malgré la remontée des prix, le ministère espagnol de l’Économie affirme que les mesures adoptées pour faire face aux conséquences économiques

du conflit avec l’Iran restent en vigueur et contribuent à contenir l’impact de la hausse des coûts de l’énergie sur l’inflation et le pouvoir d’achat des ménages. Ces chiffres arrivent dans un contexte marqué par l’enchérissement de l’énergie lié aux tensions géopolitiques au Proche-Orient, qui ont poussé à la hausse les prix internationaux du pétrole et du gaz ces dernières semaines. R. I.

## LA VIDÉO FAIT LE TOUR DU WEB

# Le robot humanoïde de Qualcomm s'effondre en direct

Sur la scène du Computex 2026, à Taipei, le robot humanoïde 4NE-1, que NEURA Robotics a développé sur la plateforme Qualcomm Dragonwing IQ10, s'est effondré en pleine démonstration. Pour Qualcomm, cette chute ne serait qu'un incident de communication qui a déclenché une procédure de sécurité automatique.



**E**rror 404. L'entreprise allemande NEURA Robotics avait amené son robot humanoïde 4NE-1, qui embarque la plateforme Dragonwing IQ10 de Qualcomm, pour présenter la nouvelle puce du fabricant américain devant les visiteurs du Computex 2026. En plein discours du présentateur, la machine s'est effondrée d'un coup, avec un fracas de métal et de plastique, puis a soulevé un poing, ultime réflexe mécanique, avant de s'immobiliser. Des techniciens ont recouvert le robot d'un tissu noir puis l'ont évacué, pendant que le présentateur poursuivait son discours comme si de rien n'était. Plusieurs spectateurs ont filmé la scène, et la vidéo a rapidement circulé sur les réseaux sociaux.

**Un « incident de communication », selon Qualcomm**

Qualcomm a expliqué l'incident par un « bref glitch de communication », qui aurait déclenché une procédure d'arrêt d'urgence programmée dans le robot. Le 4NE-1 aurait alors exécuté sa séquence de

sécurité, dite « safe-collapse ». Elle doit mettre la machine à genoux et protéger le public autour d'elle. D'après Gadget Review, cette version des faits provient toutefois de messages relayés sur X.com, non d'un communiqué officiel du fabricant. La plateforme Dragonwing IQ10 sert de cerveau à la machine.

Elle embarque un système de calcul capable de fournir jusqu'à 700 TOPS, soit sept cents milliards d'opérations par seconde, ainsi que la gestion simultanée de douze caméras et de capteurs LiDAR. Avec cette architecture, le robot perçoit son environnement et s'y déplace, un socle technique que Qualcomm propose aux constructeurs de robots industriels, mobiles autonomes et humanoïdes, pour accélérer le passage du prototype à la commercialisation.

Qualcomm construit cette offre robotique depuis plusieurs années. Le groupe californien avait lancé une première plateforme dédiée, RB3, en 2019, puis RB5 l'année suivante, avant de regrouper ses puces embarquées sous la marque Dragonwing. Le Dragonwing IQ10 en est la

déclinaison la plus puissante, pensée spécifiquement pour les humanoïdes, quand les cartes de développement plus modestes embarquent plutôt les versions IQ8 ou QRB2210.

**L'autre robot de NEURA Robotics se fige à son tour, à Munich**

Comme un malheur n'arrive jamais seul, quelques jours après Taipei, NEURA Robotics a présenté à Munich la génération suivante de son humanoïde, le 4NE1 Gen 3.5. Pour ce nouveau modèle, la société annonçait une hauteur de 180 centimètres, une charge maximale de 100 kilogrammes et une autonomie de six à huit heures grâce à des batteries interchangeables à chaud.

Sur scène, la machine n'a cependant pas bougé, du début à la fin de la démonstration, sans effondrement ni bache noire cette fois. Aucun tissu pour recouvrir le 4NE1 Gen 3.5, aucune bousculade de techniciens non plus, seulement un humanoïde figé devant un public qui attendait une démonstration de mouvement. Ces deux incidents montrent que sur une scène en direct, ces machines affrontent leur épreuve la plus risquée, loin des conditions contrôlées des laboratoires où des ingénieurs testent habituellement leurs mouvements, à l'abri des regards indiscrets. Qualcomm et NVIDIA fournissent une bonne partie des puces derrière cette course mondiale aux humanoïdes physiquement capables, à laquelle participent aussi bien des constructeurs occidentaux que des groupes chinois. Computex a d'ailleurs consacré, pour la première fois cette année, une section entière à la robotique dotée d'intelligence artificielle.

## Le Canada menace d'attaquer en justice le Français OVHcloud, qui refuse de lui fournir des données

**A**ccusé de ne pas avoir respecté une ordonnance de communication canadienne datant de 2024, OVHcloud risque désormais des poursuites pénales. L'hébergeur français fait valoir la souveraineté juridique de ses filiales et prépare sa défense. Ce week-end, l'hébergeur français OVHcloud a confirmé être visé par une menace de poursuites judiciaires au Canada, qui lui reproche de ne pas s'être conformé à une ordonnance de communication d'informations privées vieille de plus de deux ans. Dans le détail, il s'agit des données d'abonnés liées à des serveurs situés hors du territoire canadien, réclamées directement par les autorités, qui ne sont pas passées par les canaux diplomatiques habituels. Pour une entreprise qui bâtit une bonne partie de son image sur la protection juridique de ses clients, c'est un vrai problème. OVHcloud, lancé dans un bras de fer, promet de se défendre « vigoureusement ». Avec l'affaire opposant OVHcloud au Canada, nous voilà avec un vrai cas d'école de sou-

veraineté et de test de crédibilité de cette souveraineté. Le 19 avril 2024, en invoquant un article du Code criminel canadien, la justice locale avait exigé d'OVH France et de sa filiale OVH Canada la communication de données d'abonnés et de comptes. Le souci, c'est que ces informations concernent des adresses IP rattachées à des serveurs hébergés par d'autres filiales du groupe, situées hors du Canada, donc a priori hors de sa portée juridique directe. Un détail cocasse évidemment, puisqu'OVHcloud exploite justement deux datacenters sur le sol canadien, mais ce n'est pas là que se trouvent les données recherchées. Deux ans plus tard, faute d'avoir obtenu ce qu'elles réclamaient, les autorités canadiennes ont décidé d'accélérer les choses. Elles menacent désormais d'attaquer OVH France et OVH Canada en justice, pour non-conformité à l'ordonnance de communication, et entrave à la justice, rien que ça. L'hébergeur fondé et dirigé par Octave Klaba ne compte pas plier. Dans un communiqué pu-

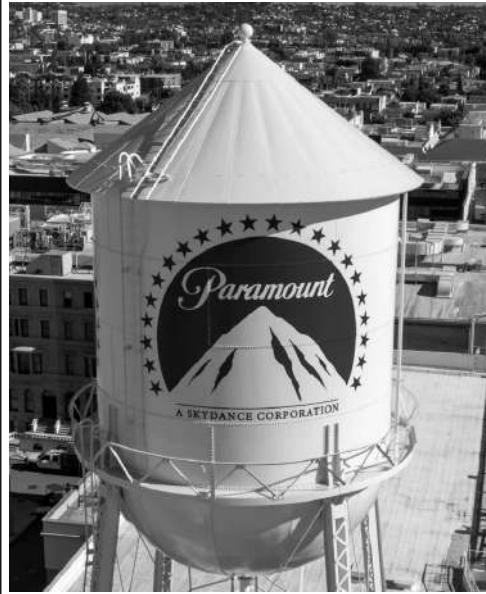
blié ce week-end, le groupe affirme avoir « agi de bonne foi », dans le respect de ses obligations légales, aussi bien françaises que canadiennes. Son argument est que chaque filiale OVH est une entité juridique indépendante, régie par les lois du pays où elle opère, et non par celles de sa maison-mère.

**La souveraineté numérique, le nerf de la guerre**

OVHcloud ne faut pas contester d'ailleurs, puisque l'entreprise propose aussi une porte de sortie. Elle rappelle l'existence des traités d'entraide judiciaire internationale, les fameux MLAT, conçus précisément pour ce type de demande transfrontalière. D'après OVH, les autorités françaises ont fait savoir qu'une requête passée par ce canal serait traitée en quelques semaines seulement. Une voie plus longue qu'une simple ordonnance, certes, mais qui au moins respecte les prérogatives de chaque pays. Octave Klaba rappelle que son entreprise s'est bâtie sur « une promesse de confiance, de

transparence et de souveraineté des données ». Il ajoute que ses équipes ont agi de manière licite tout au long du dossier et qu'elles défendront le principe de séparation juridique des filiales avec la conviction qu'il sera reconnu. Cela donne une idée du positionnement commercial et du caractère de la société qui, depuis des années, cultive son image d'alternative européenne face aux géants américains du cloud, eux soumis au très controversé CLOUD Act. Et essayons de voir plus loin. Si le Canada obtenait gain de cause en s'appuyant sur la présence locale d'une filiale pour accéder à des données stockées à l'étranger, l'argument de la « séparation des entités », brandi par de nombreux acteurs du cloud pour vanter leur indépendance vis-à-vis des lois extraterritoriales, en sortirait sérieusement fragilisé. Il n'est pas question ici de jouer la sur-enchère, mais il y a un vrai enjeu pour le groupe nordiste, qui revendique le titre de premier fournisseur de cloud en Europe.

## La stratégie futée de David Ellison pour sauver la fusion Paramount-Warner : le bras de fer est lancé



**B**loquée en pleine débâcle judiciaire, la fusion à 111 milliards de dollars entre Paramount et Warner Bros. Discovery se joue désormais devant un tribunal fédéral. Et pour sauver son deal, David Ellison prépare une contre-offensive tous azimuts... Quitte à jouer gros.

Après une longue traque, le patron de Paramount a réussi à imposer son offre hostile sur Warner Bros. Discovery, qui s'était pourtant entendue avec Netflix. Mais cette fusion ne fait pas l'unanimité. Une coalition de 12 États américains, menée par la Californie a porté plainte à la mi-juillet pour bloquer l'opération, jugée trop dangereuse pour la concurrence. L'acquisition est suspendue depuis, et se dirige tout droit vers un procès ô combien explosif, dont les enjeux ont été révélés par une vaste enquête du Wall Street Journal.

**Chaque semaine compte**

Car le P.-D. G de Paramount, David Ellison, préfère aller jusqu'au tribunal plutôt que de négocier. Un pari potentiellement très coûteux : si l'accord n'est pas finalisé d'ici au 30 septembre, la firme devra verser 650 millions de dollars par trimestre à Warner, soit environ 7 millions par jour. Pire encore, passé juin 2027 sans deal définitif, la facture grimpera à 7 milliards de dollars de pénalité de rupture.

C'est tout l'enjeu du bras de fer qui se joue actuellement sur le calendrier du procès. Paramount exige que celui-ci débute le 4 novembre, quand les procureurs généraux des États plaignants poussent pour le 5 avril, soit 5 mois plus tard. Une décision du juge est attendue dans les prochains jours et elle constituera déjà un bon indicateur de vers qui la balance penche.

**Concessions et pression politique**

En interne chez Paramount, plusieurs dirigeants estiment que la plainte est en réalité motivée par des divergences politiques : le père de David Ellison, Larry Ellison, est un proche de Donald Trump, tandis que tous les États impliqués sont à majorité démocrate. Selon l'un des avocats de l'entreprise, l'objectif inavoué de la procédure serait d'empêcher la famille Ellison de mettre la main sur CNN, chaîne régulièrement ciblée par le président. Dans ce contexte, Paramount entend convaincre certains États de la coalition de se retirer, et a recruté l'avocate Beth Wilkinson, artisane de la victoire de Microsoft face aux autorités dans le rachat d'Activision Blizzard, pour y parvenir. Ellison envisage même, en dernier recours, de délocaliser une partie de ses activités hors de Californie. Cette option ne réglerait rien sur le plan juridique, mais sonnerait comme un désaveu cinglant envers l'État qui l'attaque. Signe qu'il continue d'y croire, le patron ne relâche pas la pression sur l'intégration des deux groupes, qui se poursuit en coulisses. Dans un mémo adressé à ses équipes, il n'a d'ailleurs laissé planer aucun doute sur sa détermination : l'accord a été validé dans 65 juridictions à travers le monde, un gage, selon lui, qu'il ne pose aucun problème de concurrence.

## LIMITES DE CO2

## Deux constructeurs sont déjà dans le rouge

*L'UE a assoupli récemment le calcul des émissions de CO2 en les étalant sur trois ans au lieu d'un, notamment pour le calcul des amendes. Mais plusieurs constructeurs sont hors des clous à titre individuel et vont même dans le mauvais sens pour deux d'entre eux : Seat, qui est dans une drôle de situation au sein du groupe Volkswagen, et Mazda, qui n'a jamais produit de vraie hybride non rechargeable, motorisation plébiscitée aujourd'hui en Europe. Une erreur de parcours ?*

L'an dernier, constatant le déclin de l'automobile européenne empreinte à de nombreux vents contraires (droits de douane extérieurs, concurrence chinoise, inflation...), l'Europe décide de ne pas rajouter de la misère à la misère. Elle reporte ainsi la date butoir du calcul des émissions de CO2 qui ne se feront pas seulement sur l'année 2025, mais étalées sur trois ans. Ceci afin de laisser du temps aux « retardataires » tout en confortant ceux qui ont déjà de l'avance. Gagnant-gagnant, donc. Mais pas forcément pour tout le monde, car certains constructeurs, qui n'ont jamais fait de l'Europe leur premier marché mondial, sont aujourd'hui en difficulté "théorique" (nous y revenons plus bas). Et leurs émissions combinées de CO2 va même dans le mauvais sens encore cette année, alors que l'objectif est déjà compliqué à atteindre.

**Mazda et Seat, la mauvaise opération CO2**

Sur les six premiers mois de l'année, les marques qui ont le pire bilan CO2 en Europe sont, par ordre décroissant, Seat, Mazda, Nissan puis Dacia. La tendance est même plutôt mauvaise pour Mazda puisque les émissions moyennes de CO2 des véhicules entre janvier et juin 2026 ont augmenté par rapport à l'année dernière. Si l'UE devait taxer les constructeurs en l'état actuel des choses, Mazda risquerait gros. Car on le rappelle, chaque gramme au-delà de la limite imposée pour les groupes automobiles par Bruxelles est facturé 95 €, multiplié par le nombre de véhicules neufs vendus en Eu-



rope sur la période. C'est ce qui fait craindre à plusieurs constructeurs l'addition salée d'ici fin 2027.

Pour Seat, c'est plutôt compréhensible puisque le groupe Volkswagen n'investit plus dans la marque ibérique menacée de disparition ou de réorientation de l'activité. Mais pour Mazda ou encore Dacia, c'est plus une problématique de choix des mécaniques. Chez Mazda, les « gros » moteurs (deux litres, ou plus) ont été la marque de fabrique et le constructeur a été le seul nippon à ne pas se lancer intensivement dans le développement de moteurs hybrides non rechargeables, car nous ne comptons pas les microhybrides aux bénéfices anecdotiques en ma-

tière de rejets carbonés. Le seul full hybride Mazda, nous le devons à Toyota et la Yaris.

Contrairement à Toyota, Honda et même Suzuki, Mazda s'est obstiné à faire du thermique, ou plus tardivement de l'hybride rechargeable mais dans des volumes faibles. L'électrique est ensuite arrivé, mais là encore, c'est trop timide pour représenter un mix suffisant.

**Heureusement pour Mazda, il existe les « pools »**

Les objectifs donnés pour chaque marque sont simplement à titre indicatif. Heureusement pour Dacia, Seat, Mazda ou en-

core Nissan. Car ce dont tient réellement compte l'UE dans ses calculs, ce sont les émissions moyennes des « pools », ces fameux regroupement de constructeurs sous la coupe d'une marque qui a du crédit CO2 à revendre.

Mazda fait partie du pool de Toyota avec Subaru, Toyota ayant déjà 12 grammes d'avance sur son objectif fictif personnel. Autrement dit, les grammes d'avance de Toyota sont « dilués » avec Mazda et Subaru qui, en retour, payent Toyota. C'est d'ailleurs comme cela que Tesla a fait son beurre également en Europe, récoltant des centaines de millions d'euros vu que la marque ne commercialise que des véhicules électriques.

Double avantage pour Mazda et Subaru : vu qu'ils ne font que très peu de volumes en Europe, ils bénéficient de la force de frappe de Toyota qui, en retour, ne voit pas son score impacté par l'intégration des deux marques au poids bien plus faible. Ainsi, le pool Toyota est à 86 g/km de CO2 en juin dernier, pour un objectif à 95 g/km. Toyota, Mazda et Subaru sont alors aisément dans les clous.

Mais combien de temps encore l'UE va-t-elle tolérer ces pools qui ont émergés d'une sorte de zone grise ? Nul ne le sait. Il n'empêche, avec une part de marché des électriques qui dépasse désormais les 30 % sur certains gros marchés comme la France, il n'est pas fou d'imaginer que les futurs objectifs CO2 (en attendant 2035 et la fin du thermique toujours en discussion) seront attribués par marque. Et là, Mazda, Dacia et autre Nissan pourraient passer quelques mauvaises années.

## Un constructeur européen surprend : sa percée électrique propulse la marque à un niveau historique

Longtemps associée à des modèles rationnels, Skoda change de dimension. Portée par le succès de ses SUV électriques Elroq et Enyaq, la marque tchèque enchaîne les records de ventes, grimpe parmi les références du marché européen et affiche une santé financière remarquable. Une montée en puissance qui accompagne l'accélération de l'électrification, sans pour autant faire disparaître les modèles thermiques de son catalogue. En quelques années, Skoda est passée du statut de constructeur discret à celui d'acteur quasi incontournable de la voiture électrique en Europe.

**Une progression spectaculaire portée par l'Europe et par l'Elroq**

Le premier semestre 2026 confirme le changement de stature du constructeur tchèque. Entre janvier et juin, 555 700 voitures ont été livrées dans le monde, contre 509 400 un an plus tôt, soit une progression de 9,1 %. Cette dynamique permet à Skoda de conserver son rang de deuxième marque la plus vendue en Europe derrière Volkswagen. La croissance est particulièrement marquée sur les principaux marchés européens. Les immatriculations bondissent de 19,6 % en Allemagne, premier débouché de la marque avec 120 400 véhicules, mais progressent également de 16,6 % en Autriche, 14,2 % en Pologne, 10,7 %

en Italie, 9,5 % en Espagne, 9,3 % en France, 6,9 % en République tchèque et 6,6 % au Royaume-Uni. Au total, 468 300 véhicules ont trouvé preneur sur le continent.

**L'Elroq n'est pas le seul succès**

Si l'Octavia demeure le modèle le plus vendu de la marque avec 96 500 exemplaires, devant le Kodiaq (74 600 unités), le Kamiq (65 400) et la Fabia (61 900), c'est un autre véhicule qui attire désormais tous les regards : l'Elroq.

Le SUV électrique est devenu le véritable moteur de la croissance de Skoda. À lui seul, il a été livré à 59 900 clients dans le monde au premier semestre, ce qui en fait déjà le cinquième modèle le plus vendu de toute la gamme seulement 1 an et demi après son arrivée sur le marché.

**L'offensive électrique de Skoda**

Les chiffres mettent en lumière une certaine accélération. Les ventes de voitures 100 % électriques ont progressé de 48,3 % en un an pour atteindre 108 200 exemplaires, répartis entre l'Elroq (59 900 unités) et l'Enyaq (48 300 unités). Grâce à cette montée en puissance, Skoda devient désormais la quatrième marque de voitures électriques en Europe. Les modèles électrifiés, hybrides rechargeables compris, représentent dés-



ormais 132 300 livraisons dans le monde. Les hybrides rechargeables, seuls, affichent également une croissance, plus modérée toutefois, avec 24 100 véhicules, soit une hausse de 11,8 %. Sur le seul marché européen, 27,7 % des Skoda vendues disposent désormais d'une motorisation électrifiée. Autrement dit, plus d'une voiture sur quatre livrée par la marque est aujourd'hui équipée d'une batterie rechargeable.

L'Elroq confirme également son succès commercial dans les différents classements européens. Sur l'ensemble du premier semestre, il occupe la deuxième place des ventes de voitures électriques en Europe, avec 57 561 immatriculations, juste derrière le Tesla Model Y (109 291 unités) et devant la Tesla Model 3

(56 580 unités). En juin, malgré un très léger recul mensuel de 5,3 %, il conserve une solide quatrième place européenne. En France aussi, sa progression est remarquable. Avec 6 111 immatriculations depuis le début de l'année, l'Elroq affiche une croissance de 127,5 % par rapport au premier semestre 2025, ce qui lui permet de s'imposer parmi les modèles électriques les plus dynamiques du marché français.

**Des finances solides pour financer sa transformation**

Cette croissance commerciale s'accompagne d'une performance financière tout aussi robuste. Au premier semestre, le chiffre d'affaires de Skoda atteint 16 milliards d'euros, en

hausse de 6,3 %. Le résultat opérationnel suit la même progression pour atteindre 1,4 milliard d'euros, tandis que la marge opérationnelle demeure élevée à 8,5 %. Enfin, un autre indicateur intéressant à regarder dans une période où les investissements dans l'électrique sont considérables : le flux de trésorerie net progresse de 14,3 % pour atteindre 1,7 milliard d'euros.

Le constructeur explique ces résultats par plusieurs facteurs complémentaires : la hausse des volumes, une maîtrise rigoureuse des coûts industriels et les nombreuses synergies mises en place avec les autres marques du groupe Volkswagen, notamment au sein du Brand Group Core, qui mutualise une partie du développement et de la production.

Mots fléchés

|                                              |                     |                                          |                                                |                                      |                        |                                           |                                       |                                   |                                     |                               |                                   |
|----------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|
| PRODUIT À L'ÉTRANGER<br>PROFIT               |                     | PASSIF<br>ALIMENTÉE                      |                                                | INHÉRENT<br>À LA BOURSE              |                        | PREUVE DE DÉPÔT<br>PARTIE DU CORPS        |                                       | PAYS EN DÉVELOP-<br>PEMENT        |                                     | DÉPOSÉ À L'INPI<br>MAL CLASSÉ |                                   |
|                                              |                     |                                          |                                                |                                      |                        |                                           |                                       | ANCIENNE<br>STATION SPATIALE      |                                     |                               |                                   |
| PRIX À GAGNER<br>PETIT COMMERCE              |                     |                                          |                                                | ENTREPRISE<br>FILLE D'AGA-<br>MEMNON |                        |                                           |                                       |                                   |                                     |                               |                                   |
|                                              |                     |                                          |                                                |                                      |                        |                                           |                                       | RÊVE<br>INACHEVÉ<br>CANAUX MARINS |                                     |                               |                                   |
| FRISÉ<br>BISTROT                             |                     |                                          |                                                |                                      |                        | MAFIA<br>FILET D'EAU                      |                                       |                                   |                                     |                               |                                   |
|                                              |                     |                                          | OBTIENT<br>SANS TRAVAIL<br>RESSOURCE MONÉTAIRE |                                      |                        |                                           |                                       |                                   |                                     | EN<br>MATIÈRE DE              |                                   |
| NOUAI<br>PURE                                |                     |                                          |                                                |                                      | FABRIQUÉE<br>ASSÉCHAIT |                                           |                                       |                                   |                                     |                               |                                   |
|                                              |                     |                                          |                                                |                                      |                        | PARTIES<br>DE TENNIS<br>VICTOIRE D'EMPIRE |                                       |                                   |                                     |                               | BANQUE<br>CENTRALE À<br>FRANCFORT |
| FAIT DES FRAIS                               |                     | CONFITS<br>DANS LA SALADE<br>BÊTE PUANTE |                                                |                                      |                        |                                           |                                       |                                   |                                     | COTÉE EN<br>BOURSE            |                                   |
|                                              |                     |                                          |                                                |                                      |                        |                                           | NUMÉRO<br>UNIQUE<br>POUR LES SOCIÉTÉS |                                   | ACTINIUM<br>AU LABO<br>POINT DE VUE |                               |                                   |
| COMBAT-<br>TRAIENT                           | SYNDICATS<br>ABIMAI |                                          |                                                |                                      |                        |                                           |                                       | SERVICE<br>GAGNANT<br>OBTENU      |                                     |                               |                                   |
|                                              |                     |                                          |                                                |                                      |                        |                                           |                                       |                                   |                                     |                               | S'AMUSE                           |
| SECTEUR<br>DE VENT<br>CAUCHEMAR<br>DU PATRON |                     |                                          | ARTICLE                                        | CONSULTÉ                             |                        | FAIRE<br>LE LION                          |                                       |                                   |                                     |                               |                                   |
|                                              |                     |                                          |                                                |                                      |                        |                                           |                                       | RÈGLE<br>DE DROIT                 |                                     |                               |                                   |
| AIMÉE DE<br>TRISTAN                          |                     |                                          |                                                |                                      |                        | RÉFUTENT                                  |                                       |                                   |                                     |                               |                                   |

PÉTROLE

Le Brent baisse à moins de 84 dollars

Les cours du pétrole sont en forte baisse lundi, dans un contexte marqué par un apaisement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient . Vers 09H15 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre perdait 4,59% à 83,89 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, tombait de 5,57% à 79,95 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 4 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS  
DE LA CIRCULATION  
8 décès et 296 blessés  
en 24 heures

Huit (8) personnes sont décédées et 296 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, lundi, un bilan de la Protection civile. "Les secours de la Protection civile ont effectué, du 2 au 3 août 244 interventions, suite à plusieurs accidents de la circulation ayant fait 8 morts et 296 blessés", précise la même source. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 895 interventions ayant permis de sauver 611 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 229 autres et d'évacuer 55 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant, toutefois, le décès par noyade d'un enfant dans la wilaya de Boumerdes. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues, également, pour l'extinction de 69 incendies du couvert végétal dans plusieurs wilayas du pays, selon la même source.

APS

LAURÉATS DE L'IMC 2026  
EN BULGARIE

Le président de la  
République félicite les  
étudiants de l'ENSM

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité les étudiants de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), lauréats de la Compétition internationale de mathématiques (IMC 2026), organisée en Bulgarie. "Une nouvelle participation internationale très honorable, qui mérite toutes les félicitations et tous les encouragements pour nos étudiants de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques", a écrit le président de la République sur son compte sur les réseaux sociaux. "Toutes nos félicitations à Chemseddine Abdelali Derrache, Mohamed Amir Benmelouka et Haytham Idriss Ait Hamadouche, qui ont décroché les première et troisième places parmi les participants de 130 universités et 48 pays à la Compétition internationale de mathématiques (IMC 2026), organisée en Bulgarie", a ajouté le président de la République. "C'est ainsi que nous voulons vous voir, toujours au sommet de l'excellence et du succès", a conclu le président de la République son message de félicitations.

APS

ALGÉRIE-ITALIE

Coopération, sécurité et migration  
au cœur des discussions

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a tenu, lundi à Rome, une séance de travail avec son homologue italien, M. Matteo Piantedosi, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en République italienne, indique un communiqué du ministère. A l'entame de la rencontre, M. Sayoud a salué "la volonté des dirigeants des deux pays de hisser les relations algéro-italiennes à des perspectives prometteuses", soulignant que "cette dynamique positive constitue une motivation pour poursuivre l'élargissement des domaines de coopération bilatérale et le renforcement du partenariat stratégique entre les deux pays". La question de la migration irrégulière a

également constitué l'un des principaux axes des entretiens, "la partie italienne ayant salué les efforts déployés par l'Etat algérien pour lutter contre ce phénomène", note le communiqué. A cette occasion, M. Piantedosi a salué "l'approche globale et équilibrée qui conjugue la dimension humaine du phénomène, les défis sécuritaires qui y sont liés, ainsi que la dimension du développement en rapport avec la question migratoire en Afrique". Il a également salué les résultats obtenus dans la lutte contre les réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains, exprimant "la satisfaction de l'Italie quant au niveau de coopération existant avec l'Algérie dans ce domaine". Les deux ministres ont échangé leurs

vues sur "les moyens de renforcer la coordination sécuritaire et d'intensifier la coopération opérationnelle entre les services compétents des deux pays, afin de réduire la migration irrégulière et de démanteler les réseaux criminels transfrontaliers". Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de "poursuivre l'élargissement des domaines de coopération bilatérale, notamment dans les domaines de la coopération policière, de la formation, de l'échange d'expertises et du développement des mécanismes d'action commune, de manière à renforcer le partenariat stratégique entre l'Algérie et l'Italie au mieux des intérêts communs des deux pays", conclut la même source.

R E/APS

MONNAIES

Le dollar en légère baisse face à l'euro

Le dollar évoluait en légère baisse face à l'euro lundi, dans un marché prudent avant la publication de nouveaux indicateurs économiques américains susceptibles d'orienter les anticipations des investisseurs concernant la trajectoire de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). Vers 09h00 GMT, l'euro s'échangeait à 1,1535 dollar, contre environ 1,1520 dollar à la clôture de vendredi, confirmant

une légère appréciation de la monnaie unique européenne face au billet vert. Cette évolution reflète un léger affaiblissement du dollar, les intervenants privilégiant une position d'attente avant la publication, cette semaine, de plusieurs statistiques américaines majeures, notamment sur l'emploi et l'activité des services, susceptibles d'apporter de nouveaux éléments d'appréciation sur les perspectives économiques

des Etats-Unis et sur l'orientation de la politique monétaire de la Fed. Selon les analystes, les marchés demeurent attentifs à tout indicateur susceptible d'influencer les anticipations concernant l'évolution des taux directeurs de la banque centrale américaine. Des données économiques moins robustes qu'attendu pourraient renforcer les attentes d'un assouplissement monétaire à terme, tandis que des sta-

tistiques plus solides conforteraient le scénario d'un maintien plus durable d'une politique monétaire restrictive. Dans ce contexte, l'euro poursuit son maintien au-dessus du seuil de 1,15 dollar, les investisseurs continuant d'évaluer les perspectives économiques de part et d'autre de l'Atlantique dans l'attente de nouveaux indicateurs susceptibles d'orienter les marchés des changes.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Signature d'une convention entre l'ONLCDT et l'INSP

Une convention a été signée, lundi à Alger, entre l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT) et l'Institut national de santé publique (INSP), en vue d'établir un partenariat scientifique et technique en matière de lutte contre la toxicomanie, indique un communiqué de l'Office. La cérémonie de signature a été coprésidée par

le Directeur général de l'ONLCDT, Tarek Kour, et le Directeur général de l'INSP, Abderrezak Bouamra, précise la même source. Par la même occasion, quatre conventions d'exécution ont également été signées, en vue de lancer des études spécialisées destinées à "élaborer une cartographie nationale précise de la répartition géogra-

phique de la consommation de drogues" et à "mettre en place un cadre institutionnel permanent de coopération scientifique et technique entre les deux parties", au service de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue et les substances psychotropes, ajoute le communiqué.

APS

JUSTICE

Le bâtonnier Abdellah Hamoud  
élu président de l'UNOA

Le bâtonnier Abdellah Hamoud a été élu président de l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA), lors de l'Assemblée générale électorale tenue au siège de la Cour suprême à El Biar (Alger), indique lundi un communiqué du ministère de la Justice. A cette occasion, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a félicité le nouveau président de l'UNOA pour "la confiance que ses confrères lui ont accordée en l'élisant à la tête de cette organisation professionnelle", formant le vœu que "Dieu bénisse ses efforts et ceux de ses confrères au service de la profession d'avocat, du renforcement de l'Etat de droit, de la consolidation des fondements de la justice et de l'intérêt supérieur de la patrie".

GRÈCE

Reprise du feu près d'Athènes

Les incendies faisant rage depuis quatre jours près d'Athènes menaçaient toujours lundi, avec une reprise du feu malgré la baisse des rafales de vents et l'entrée en action d'une dizaine de bombardiers d'eau. Si les pompiers ont évoqué lundi matin une légère amélioration de la situation, le maire de la ville de Megara - à une trentaine de kilomètres à l'ouest de la capitale et l'un des principaux fronts de ces incendies (pour l'essentiel de forêts) - a fait état d'une "reprise de feu intervenue dans l'après-midi". "Alors que le vent a baissé dans la région, à Kandyli il y a toujours des rafales et des courants qui se créent à partir de l'air chaud qui monte vers le haut et on ob-

serve une reprise du feu", a indiqué Panagiotis Margetis dans une déclaration aux médias. "Pour l'instant, il n'y a pas de dégâts à des maisons ou entreprises à Kandyli et Agia Skepi", les deux localités les plus exposées, à environ 50 km au nord-ouest de la capitale. Mais "le feu change sans cesse de direction" et il se rapproche vers "la zone industrielle" de Megara, ce qui est très dangereux", a-t-il ajouté, sur la chaîne publique Ertnews. Dans la matinée, le porte-parole des pompiers, Yannis Artopios, a parlé d'une "amélioration", mais a dit ne voir "absolument aucune raison de baisser la garde". "Nous restons vigilants", sur ces fronts de

Kandyli et d'Agia Skepi", a-t-il souligné. Un peu plus au sud, la ville industrielle de Mégara compte plus de 20.000 habitants. "Je dirais qu'il s'agit sans aucun doute de l'une des pires crises liées aux incendies auxquelles nous ayons dû faire face au cours des 8 à 10 dernières années", a estimé Théodore Giannaros, chercheur à l'Observatoire national grec. Si les vents, qui ont dépassé par moments les 100 km/h ces derniers jours dans cette région de l'Attique, ont notablement baissé, la hausse du mercure attendue ce mercredi (jusqu'à 37 C) risque de compliquer la situation. "Les combustibles vont se dessécher encore plus rapidement" et "cela va les ren-

dre plus inflammables qu'ils ne l'étaient au début du mois de juin", a prévenu M. Giannaros. De nouvelles évacuations près du village de Kandyli ont par ailleurs été ordonnées lundi matin, selon la Protection civile grecque. "La lutte contre les feux est inégale", a reconnu Kostas Katsafados, vice-ministre de la Protection civile et de la Crise climatique sur Ertnews. Le risque de départ de feux reste "très élevé" ce lundi, classé niveau 4 sur une échelle en comprenant cinq, en Attique - la région de la capitale - et dans la Béotie proche, selon la Protection civile.

R I.